



31 mars 2021

(21-2740)

Page: 1/67

Comité des marchés publics

Original: anglais

**NOTIFICATION DES MODIFICATIONS ET RECTIFICATIONS PROJÉTÉES  
DU CHAMP D'APPLICATION AU TITRE DE L'ACCORD SUR  
LES MARCHÉS PUBLICS DE 2012**

COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LE ROYAUME-UNI

*Modifications projetées des annexes 1, 2, 3 et 7 de l'Appendice I concernant  
le Royaume-Uni au titre de l'AMP de 2012 notifiées conformément  
à l'article XIX:1 de l'AMP de 2012*

La communication ci-après, datée du 12 mars 2021, est distribuée à la demande de la délégation du Royaume-Uni.

<b>Partie notifiante</b>	<b>ROYAUME-UNI</b>
<b>Fondement juridique</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Article XIX:1 a) de l'AMP de 2012 <input checked="" type="checkbox"/> Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
<b>Annexes de l'Appendice I concernées</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Entités du gouvernement central (annexe 1)</li><li>• Entités des gouvernements sous-centraux (annexe 2)</li><li>• Autres entités (annexe 3)</li><li>• Notes générales (annexe 7)</li></ul>
<b>Description des modifications projetées:</b> <p>Conformément au paragraphe 1 a) et 1 b) de l'article XIX de l'Accord sur les marchés publics de 2012 (ci-après dénommé l'"AMP de 2012"), le gouvernement du Royaume-Uni notifie au Comité des marchés publics les modifications projetées ci-après se rapportant aux annexes 1, 2, 3 et 7 de l'Appendice I de l'AMP de 2012 concernant le Royaume-Uni.</p> <p>Ces modifications sont nécessaires pour tenir compte de la configuration actuelle du secteur public du Royaume-Uni. On trouvera ci-après des explications complémentaires de ces modifications.</p> <p><b>ANNEXE 1 – ENTITÉS DU GOUVERNEMENT CENTRAL</b></p> <p>LISTE DES ENTITÉS</p> <p>1) Suppression de la note de bas de page 1 "Where the functions of an entity listed in this Annex have been or are transferred to another entity, which is itself a contracting authority, the successor entity shall be deemed to be included in this Annex".</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Le Royaume-Uni ayant actualisé la liste des entités figurant à l'annexe 1, cette note de bas de page n'est plus nécessaire et a été supprimée.</li></ul> <p>LISTE DES AUTORITÉS CONTRACTANTES DU GOUVERNEMENT CENTRAL</p> <p>2) Déplacement de "Boundary Commission for England" sous "Cabinet Office".</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012</li></ul>	

- La "Boundary Commission for England" (Commission de découpage des circonscriptions électorales d'Angleterre) est un organisme public non ministériel à caractère consultatif. Le 2 juin 2010, la responsabilité de la "Boundary Commission for England" a été transférée du "Ministry of Justice" (Ministère de la justice) au "Cabinet Office" (Bureau du Cabinet). "Boundary Commission for England" a été déplacé sous "Cabinet Office" dans la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 2.2 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.).
- 3) Suppression de "Central Office of Information"
- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - Le "Central Office of Information" (Bureau central d'information) était une entité gouvernementale non ministérielle fonctionnant comme un fonds commercial, le "Central Office of Information Trading Fund" (Fonds commercial du Bureau central d'information). Le "Central Office of Information Trading Fund" a cessé d'exister en vertu de l'Ordonnance de 2011 relative au Fonds commercial du Bureau central d'information (abrogation). Les fonctions du "Central Office of Information" ont été transférées au "Cabinet Office" (Bureau du Cabinet).
  - Par conséquent, "Central Office of Information" a été supprimé. "Cabinet Office" figure déjà dans la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 2 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)
- 4) Suppression de "Crown Estate Commissioners – Vote Expenditure Only"
- Insertion de "Crown Estate – Vote Expenditure Only"
- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - Les "Crown Estate Commissioners" (Commissaires du patrimoine de la Couronne) sont des membres du conseil d'administration de Crown Estate. Crown Estate est une société de droit public établie en vertu de la Loi de 1961 relative à Crown Estate et parrainée par le Trésor.
  - Par conséquent, "Crown Estate Commissioners – Vote Expenditure Only" est devenu "Crown Estate – Vote Expenditure Only" dans la liste de l'annexe 1 pour refléter la société de droit public plutôt que les membres de son conseil. (Voir l'entité n° 4 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)
- 5) Suppression de "Department for Business, Energy and Regulatory Reform"
- Insertion de i) "Department for Business, Energy and Industrial Strategy"; ii) "Department for International Trade"; iii) "Nuclear Decommissioning Authority" (sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy"); et iv) "Oil and Gas Authority" (sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy")
- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - Les fonctions du "Department for Business, Energy and Regulatory Reform" (Département des entreprises, de l'énergie et des réformes réglementaires) ont été transférées au "Department for Business, Innovation and Skills" (Département des entreprises, de l'innovation et des compétences) en vertu de l'Ordonnance de 2009 relative au Secrétaire d'État aux entreprises, à l'innovation et aux compétences. La plupart des fonctions du "Department for Business, Innovation and Skills" ont ensuite été transférées au "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" (Département des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle) en vertu de l'Ordonnance de 2016 relative aux Secrétaire d'État aux entreprises, à l'énergie et à la stratégie industrielle, au commerce international, et à la sortie de l'Union européenne et au transfert des fonctions (éducation et compétences), qui a donné effet à plusieurs modifications de l'appareil gouvernemental survenues en juillet 2016. Toutefois, les fonctions commerciales initialement exercées par le "Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform" ont été transférées au "Department for International Trade" (Département du commerce international) en vertu de cette même ordonnance de 2016. En résumé, les fonctions du "Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform" ont désormais été transférées au "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" (Département des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle) et au "Department for International Trade".

- La "Nuclear Decommissioning Authority" (Autorité chargée du démantèlement des sites nucléaires) a été créée en 2004 en vertu de l'article premier de la Loi de 2004 sur l'énergie aux fins de l'assainissement et du démantèlement des sites nucléaires civils du Royaume-Uni.
- La "Oil and Gas Authority" (Autorité du pétrole et du gaz) est une entreprise publique créée en 2016 en vertu de l'article premier de la Loi de 2016 sur l'énergie chargée de réglementer, d'influencer et de promouvoir les industries pétrolière et gazière britanniques.
- Par conséquent, "Department of Business, Enterprise and Regulatory Reform" a été supprimé et "Department for Business, Energy and Industrial Strategy", "Nuclear Decommissioning Authority", "Oil and Gas Authority" et "Department for International Trade" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. (Voir les entités n° 6, n° 6.5, n° 6.8 et n° 12 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

6) Suppression de "Competition Commission"

Insertion de i) "Competition and Markets Authority" (sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy"); ii) "Competition Appeal Tribunal"; et iii) "Competition Service".

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Competition Commission" (Commission de la concurrence) a été supprimée et ses fonctions ont été transférées à la nouvelle "Competition and Markets Authority" (Autorité de la concurrence et des marchés) le 1<sup>er</sup> avril 2014 en vertu de la Loi de 2013 sur les entreprises et les réformes réglementaires.
- En outre, la Loi de 2002 sur les entreprises a créé le "Competition Appeal Tribunal" (Tribunal d'appel de la concurrence, ou CAT) et le "Competition Service" (Service de la concurrence) (qui finance le CAT et lui fournit des services de soutien).
- Par conséquent, "Competition Commission" a été supprimé et "Competition and Markets Authority", "Competition Appeal Tribunal" et "Competition Service" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. (Voir les entités n° 6.1, n° 6.2 et n° 6.3 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

7) Suppression de "Gas and Electricity Consumers' Council"

Insertion de "Consumer Council Northern Ireland (with respect only to the functions transferred from the National Consumer Council which were themselves transferred from the Gas and Electricity Consumer Council)" (sous "Northern Ireland Ministers", sous "Department for the Economy")

- Fondement juridique: article XIX:1 a) et 1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Gas and Electricity Consumer Council" (Conseil des consommateurs de gaz et d'électricité) (qui est le nom correct de l'entité) a été supprimé en vertu de la Loi de 2007 sur les consommateurs, les agents immobiliers et les recours, et a été remplacé par le "National Consumer Council" (Conseil national des consommateurs). Le "National Consumer Council" a été dissous en avril 2014 en vertu de l'Ordonnance de 2014 relative aux organismes publics (suppression du Conseil national des consommateurs et transfert des fonctions de l'Office des pratiques commerciales loyales en lien avec les agents immobiliers, etc.).
- Les fonctions du "National Consumer Council" en matière de consommation pour les services postaux en Irlande du Nord ont été transférés au "General Consumer Council for Northern Ireland" (Conseil général des consommateurs d'Irlande du Nord), qui est un organisme public non ministériel. La fourniture de conseils et d'informations en matière de consommation en Angleterre, au Pays de Galles et en Écosse est désormais assurée par deux organisations caritatives: la "National Association Of Citizens Advice Bureaux" (Association nationale des bureaux de conseil aux citoyens) (connue sous le nom de "Citizens Advice") et la "Scottish Association Of Citizens Advice Bureaux" (Association écossaise des bureaux de conseils aux citoyens) (connue sous le nom de "Citizens Advice Scotland"). Le contrôle ou l'influence que le gouvernement exerce sur les marchés couverts de l'entité a été éliminé de manière effective.

- Par conséquent, "Gas and Electricity Consumers' Council" a été supprimé et "Consumer Council Northern Ireland (with respect only to the functions transferred from the National Consumer Council which were themselves transferred from the Gas and Electricity Consumer Council)" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 28.5.1. de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)
- 8) Suppression de "Department for Children, Schools and Families"  
Insertion de "Department for Education"
- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - Les fonctions du "Department for Children, Schools and Families" (Département de l'enfance, des écoles et de la famille) ont été transférées au nouveau "Department for Education" (Département de l'éducation) en vertu de l'Ordonnance de 2010 relative au Secrétaire d'État à l'éducation.
  - Par conséquent, "Department for Children, Schools and Families" a été supprimé et "Department for Education" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 7 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)
- 9) Suppression de "Department of Communities and Local Government"  
Insertion de "Ministry of Housing, Communities and Local Government"
- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - Les fonctions du "Department of Communities and Local Government" (Département des collectivités et des administrations locales) ont été transférées au "Ministry of Housing, Communities and Local Government" (Ministère du logement, des collectivités et des administrations locales) en 2018 en vertu de l'Ordonnance de 2018 relative aux Secrétaires d'État à la santé et au développement social, et au logement, aux collectivités et aux administrations locales, et au transfert des fonctions (terres en copropriété).
  - Par conséquent, "Department of Communities and Local Government" a été supprimé et "Ministry of Housing, Communities and Local Government" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 8 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)
- 10) Suppression de "Rent Assessment Panels"  
Insertion de i) "First-tier Tribunal" (sous "Ministry of Justice"); ii) "Upper Tribunal" (sous "Ministry of Justice"); iii) "First-tier Tribunal for Scotland" (sous "Scottish Ministers"); et iv) "Rent Assessment Committee (Wales)" (sous "Welsh Ministers")
- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - Les fonctions des "Rent Assessment Panels" (Commissions d'évaluation des loyers) en Angleterre ont été transférées à la chambre de la propriété du "First-tier Tribunal" (Tribunal de première instance) et à la chambre foncière du "Upper Tribunal" (Tribunal supérieur), qui font partie du "HM Courts and Tribunals Service" (Service des cours et tribunaux de Sa Majesté) suite au transfert des fonctions d'un certain nombre de tribunaux distincts au "First-tier Tribunal" et au "Upper Tribunal", qui ont été créés en vertu de la Loi de 2007 sur les tribunaux, les cours et les voies d'exécution. Les fonctions des "Rent Assessment Panels" en Écosse ont été transférées au "First-tier Tribunal for Scotland" (Tribunal de première instance d'Écosse) (chambre du logement et de la propriété) le 1<sup>er</sup> décembre 2016 dans le cadre des changements introduits par la Loi de 2014 sur les tribunaux (Écosse). Le "Rent Assessment Committee (Wales)" (Comité d'évaluation des loyers du Pays de Galles) existe toujours au Pays de Galles.
  - Par conséquent, "Rent Assessment Panels" a été supprimé et "First-tier Tribunal", "Upper Tribunal", "First-tier Tribunal for Scotland" et "Rent Assessment Committee (Wales)" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. (Voir les entités n° 23.4, n° 23.12, n° 46.23 et n° 50.5 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)
- 11) Suppression de "Department for Culture, Media and Sport"  
Insertion de "Department for Digital, Culture, Media and Sport"
- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - Le "Department for Culture, Media and Sport" (Département de la culture, des médias et des sports) a été rebaptisé "Department for Digital, Culture, Media and Sport" (Département du numérique, de la culture, des médias et des sports) en 2017 pour tenir compte de ses nouvelles responsabilités liées à l'économie

numérique. L'Ordonnance n° 2018/526 relative au transfert des fonctions (gouvernement numérique) a transféré les fonctions pertinentes en vertu de la Loi de 2017 sur l'économie numérique du ministre responsable du Bureau du Cabinet au Secrétaire d'État au numérique, à la culture, aux médias et aux sports.

- Par conséquent, "Department for Culture, Media and Sport" a été supprimé et "Department for Digital, Culture, Media and Sport" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 9 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

12) Suppression de "Commission for Architecture and the Built Environment"

Insertion de "Department for Digital, Culture, Media and Sport"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Commission for Architecture and the Built Environment" (Commission de l'architecture et des espaces bâtis) a été supprimée en vertu de l'Ordonnance de 2012 relative à la Commission de l'architecture et des espaces bâtis (dissolution). Ses biens, droits et dettes ont été transférés au "Department for Digital, Culture, Media and Sport" (Département du numérique, de la culture, des médias et des sports).
- Par conséquent, "Commission for Architecture and the Built Environment" a été supprimé et "Department for Digital, Culture, Media and Sport" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 9 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

13) Suppression de "Historic Buildings and Monuments Commission for England – English Heritage"

Insertion de "Historic Buildings and Monuments Commission for England (known as "Historic England")"

- Fondement juridique: article XIX:1 a) et 1 b) de l'AMP de 2012
- En 2015, "English Heritage" a été scindé en deux: le "English Heritage Trust" (Fonds de protection du patrimoine anglais) (connu sous le nom de "English Heritage") et la "Historic Buildings and Monuments Commission for England" (Commission des bâtiments et monuments historiques d'Angleterre) (connue sous le nom de "Historic England").
- Le "English Heritage Trust" a cessé d'être un organisme public non ministériel et est devenu une organisation caritative connue sous le nom de "English Heritage". Le contrôle ou l'influence que le gouvernement exerce sur les marchés couverts de l'organisation caritative a été éliminé de manière effective.
- "Historic England" reste un organisme public non ministériel rattaché au "Department for Digital, Culture, Media and Sport" (Département du numérique, de la culture, des médias et des sports).
- Par conséquent, "Historic Buildings and Monuments Commission for England – English Heritage" a été supprimé et "Historic Buildings and Monuments Commission for England (known as "Historic England")" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 9.5 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

14) Suppression de "Museums, Libraries and Archives Council"

Insertion de "Arts Council England"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Museums, Libraries and Archives Council" (Conseil des musées, des bibliothèques et des archives) a été dissous en mai 2012. Ses fonctions ont auparavant été transférées à l'"Arts Council England" (Conseil des arts d'Angleterre) et aux "National Archives" (Archives nationales) le 1<sup>er</sup> octobre 2011.
- Par conséquent, "Museums, Libraries and Archives Council" a été supprimé et "Arts Council England" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. "The National Archives" figure déjà dans la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 9.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

15) Suppression de "Science Museum"

Insertion de "Board of Trustees of the Science Museum (known as "Science Museum Group")"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012

- Le "Science Museum" (Musée des sciences) est désormais exploité par le "Science Museum Group". L'Ordonnance de 2014 relative à la taxe sur la valeur ajoutée (remboursement de la taxe aux musées et galeries) (modification) montre que les références au "Science Museum" renvoient désormais au "Science Museum Group".
- Par conséquent, "Science Museum" a été supprimé et "Board of Trustees of the Science Museum (known as "Science Museum Group")" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 9.11 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

16) Suppression de "Agricultural Dwelling House Advisory Committees"

Insertion de "Agricultural Dwelling House Advisory Committees (Wales)" (sous "Welsh Ministers")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La Loi de 2013 sur les entreprises et les réformes réglementaires a aboli, pour les régions situées en Angleterre, les "Agricultural Dwelling-House Advisory Committees" (Comités consultatifs du logement rural). Leurs fonctions en Angleterre ont été transférées aux autorités locales (qui sont visées à l'annexe 2) et les Comités demeurent au Pays de Galles.
- Par conséquent, "Agricultural Dwelling House Advisory Committees" a été supprimé et "Agricultural Dwelling House Advisory Committees (Wales)" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 50.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

17) Suppression de "Agricultural Land Tribunals"

Insertion de i) "First-tier tribunal" (sous "Ministry of Justice") et ii) "Agricultural Land Tribunal for Wales" (sous "Welsh Ministers")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- En Angleterre, les "Agricultural Land Tribunals" (Tribunaux des terres agricoles) ont été supprimés en vertu de l'Ordonnance de 2013 relative au transfert des fonctions des tribunaux. Les fonctions de ces tribunaux ont été transférées au "First-tier Tribunal" (Tribunal de première instance) suite au transfert des fonctions d'un certain nombre de tribunaux distincts au "First-tier Tribunal" et au "Upper Tribunal" (Tribunal supérieur), qui ont été créés en vertu de la Loi de 2007 sur les tribunaux, les cours et les voies d'exécution. Les "Agricultural Land Tribunals" demeurent au Pays de Galles.
- Par conséquent, "Agricultural Land Tribunals" a été supprimé et "First-tier Tribunal" et "Agricultural Land Tribunal for Wales" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. (Voir les entités n° 23.4 et n° 50.2 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

18) Suppression de "Agricultural Wages Board and Committees"

Insertion de "Department for Business, Energy and Industrial Strategy"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les "Agricultural Wages Board and Committees" (Conseil et comités des salaires agricoles) ont été supprimés en Angleterre en 2013 en vertu de la Loi de 2013 sur les entreprises et les réformes réglementaires, ainsi que leurs fonctions. Les fonctions liées à la fixation de l'ensemble des salaires minimaux en Angleterre sont assurées par le "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" (Département des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle) qui a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 6 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

19) Suppression de "Cattle Breeding Centre"

- Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
- Le service commercial d'insémination artificielle, auparavant assuré par le "Cattle Breeding Centre" (Centre d'élevage) a été transféré au secteur privé en deux parties en 1990 aux sociétés privées RSK ADAS Ltd et Genus Breeding Ltd. Le contrôle ou l'influence que le gouvernement exerce sur les marchés couverts de l'entité a été éliminé de manière effective.
- Par conséquent, "Cattle Breeding Centre" a été supprimé de la liste de l'annexe 1.

## 20) Suppression de "Countryside Agency"

Insertion de i) "Natural England" et ii) "Ministry of Housing, Communities and Local Government"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Countryside Agency" (Agence du développement rural) a été supprimée en vertu de la Loi de 2006 sur l'environnement naturel et les communautés rurales. Ses fonctions ont été transférées à "Natural England", à la "Commission for Rural Communities" (Commission des communautés rurales), aux agences de développement régional ou à un ministre de la Couronne. "Natural England" a été créé en vertu de la Loi de 2006 sur l'environnement naturel et les communautés rurales. La "Commission for Rural Communities" a été supprimée en 2012 en vertu de l'Ordonnance de 2012 relative aux organismes publics (suppression de la Commission des communautés rurales). Les agences de développement régional ont été supprimées en vertu de la Loi de 2011 sur les organismes publics.
- Alors qu'un certain nombre de leurs activités ont complètement cessé, certaines fonctions ont été transférées au "Department for Communities and Local Government" (Département des collectivités et des administrations locales) et au "Department for Environment, Food and Rural Affairs" (Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales).
- Par conséquent, "Countryside Agency" a été supprimé et "Natural England" et "Ministry of Housing, Communities and Local Government" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. "Department for Environment, Food and Rural Affairs" figure déjà dans la liste de l'annexe 1. (Voir les entités n° 8, n° 10 et n° 10.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 21) Suppression de "Royal Commission on Environmental Pollution"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Royal Commission on Environmental Pollution" (Commission royale de la pollution de l'environnement) a été supprimée en 2010. Ses fonctions sont désormais assurées par le "Department for Environment, Food and Rural Affairs" (Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales).
- Par conséquent, "Royal Commission on Environmental Pollution" a été supprimé de la liste de l'annexe 1. "Department for Environment, Food and Rural Affairs" figure déjà dans la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 10 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 22) Suppression de "Department of Health"

Insertion de "Department of Health and Social Care"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Department of Health" (Département de la santé) a été rebaptisé "Department of Health and Social Care" (Département de la santé et du développement social) en janvier 2018. Ses fonctions ont été transférées en vertu de l'Ordonnance de 2018 relative aux Secrétaires d'État à la santé et au développement social, et au logement, aux collectivités et aux administrations locales, et au transfert de fonctions (terres en copropriété).
- Par conséquent, "Department of Health" a été supprimé et "Department of Health and Social Care" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 11 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 23) Suppression de "Dental Practice Board"

Insertion de "NHS Business Services Authority"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Dental Practice Board" (Conseil de la dentisterie) a été supprimé en Angleterre et au Pays de Galles le 1<sup>er</sup> avril 2006 en vertu de la Loi de 2003 sur la santé et la protection sociale (services communautaires de santé et normes). Les fonctions du "Dental Practice Board" en Angleterre et au Pays de Galles ont été transférées à la "NHS Business Services Authority" (Autorité des services aux entreprises du NHS) en vertu de l'Ordonnance de 2006 relative aux services dentaires généraux, aux services dentaires personnels et à la suppression du Conseil de la dentisterie (dispositions corrélatives et transitoires).

- Par conséquent, "Dental Practice Board" a été supprimé et "NHS Business Services Authority" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 11.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

24) Suppression de "National Health Service Strategic Health Authorities"

Insertion de i) "NHS Commissioning Board (known as "NHS England")"; et ii) "NHS Foundation Trusts"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les "Strategic Health Authorities" (autorités stratégiques de la santé) ont été supprimées en vertu de la Loi de 2012 sur la santé et la protection sociale. Elles ont été remplacées par le "NHS Commissioning Board" (Conseil chargé de la délivrance du NHS) (connu sous le nom de "NHS England"), les "NHS Foundation Trusts" (organismes de la fondation du NHS) et les "Clinical Commissioning Groups" (groupements de médecins généralistes).
- Par conséquent, "National Health Service Strategic Health Authorities" a été supprimé et "NHS Commissioning Board (known as "NHS England")" et "NHS Foundation Trusts" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. "Clinical Commissioning Groups" a été ajouté à la liste de l'annexe 2. (Voir les entités n° 11.2 et n° 11.4 de l'annexe 1 et l'entité n° 5 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

25) Suppression de "Prescription Pricing Authority"

Insertion de "NHS Business Services Authority"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012.
- La "Prescription Pricing Authority" (Service de tarification des prescriptions) a été supprimée et ses fonctions ont été transférées à la "National Health Service Business Services Authority" (Autorité des services aux entreprises du Service national de santé) en vertu de l'Ordonnance de 2006 relative à la suppression des autorités sanitaires spéciales.
- Par conséquent, "Prescription Pricing Authority" a été supprimé et "NHS Business Services Authority" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 11.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

26) Suppression de "Department for Innovation, Universities and Skills"

Insertion de i) "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" et

ii) "Department for Education"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions du "Department for Innovation, Universities and Skills" (Département de l'innovation, des universités et des compétences) ont été transférées au "Department for Business, Innovation and Skills" (Département des entreprises, de l'innovation et des compétences) en vertu de l'Ordonnance de 2009 relative au Secrétaire d'État aux entreprises, à l'innovation et aux compétences. En vertu de l'Ordonnance de 2016 relative aux Secrétaires d'État aux entreprises, à l'énergie et à la stratégie industrielle, au commerce international et à la sortie de l'Union européenne, et au transfert de fonctions (éducation et compétences), les fonctions du "Department for Business, Innovation and Skills" ont été transférées à d'autres départements ministériels. Les fonctions liées à l'éducation et à la formation dans les centres de détention pour adultes ont été transférées au "Ministry of Justice" (Ministère de la justice), tandis que celles liées à l'enseignement supérieur et à l'enseignement pour adultes et certaines autres fonctions ont été transférées au "Department for Education" (Département de l'éducation). Le reste des fonctions initialement assurées par le "Department for Innovation, Universities and Skills" a été transféré au "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" (Département des entreprises, de l'énergie et la stratégie industrielle).
- Par conséquent, "Department for Innovation, Universities and Skills" a été supprimé et "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" et "Department for Education" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. "Ministry of Justice" figure déjà dans la liste de l'annexe 1. (Voir les entités n° 6 et n° 7 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)



## 27) Suppression de "Higher Education Funding Council for England"

Insertion de i) "Office for Students" (sous "Department for Education") et ii) "UK Research and Innovation" (sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Higher Education Funding Council for England" (Conseil de financement de l'enseignement supérieur d'Angleterre) a été dissous en mars 2018 en vertu de la Loi de 2017 sur l'enseignement supérieur et la recherche. Ses fonctions ont été transférées à l'"Office for Students" (Bureau des étudiants) et à "UK Research and Innovation" (qui est un organisme public exécutif non ministériel parrainé par le "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" (Département des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle)).
- Par conséquent, "Higher Education Funding Council for England" a été supprimé et "Office for Students" et "UK Research and Innovation" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. (Voir les entités n° 7.1 et n° 6.9 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 28) Suppression de "National Weights and Measures Laboratory"

Insertion de "Department for Business, Energy and Industrial Strategy"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "National Weights and Measures Laboratory" (Laboratoire national des poids et des mesures) a été rebaptisé "National Measurement Office" (Bureau national des poids et des mesures) puis "National Measurement and Regulation Office" (Bureau national de la métrologie et de la réglementation). Il a été annoncé au Parlement que le "National Measurement and Regulation Office" devrait être intégré à la direction de l'exécution des dispositions réglementaires en mars 2016. La direction de l'exécution des dispositions réglementaires a été remplacée par l'"Office for Product Safety and Standards" (Office pour la sécurité des produits et les normes) en janvier 2018. L'"Office of Product Safety and Standards" est rattaché au "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" (Département des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle).
- Par conséquent, "National Weights and Measures Laboratory" a été supprimé et "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 6 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 29) Suppression de "Patent Office"

Insertion de "Patent Office (known as "Intellectual Property Office")" (sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Patent Office" (Office des brevets) a été rebaptisé "Intellectual Property Office" (Office de la propriété intellectuelle).
- Par conséquent, "Patent Office" a été supprimé et "Patent Office (known as "Intellectual Property Office")" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 6.4 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 30) Suppression de "Department of the Procurator General and Treasury Solicitor"

Insertion de "Government Legal Department" (sous "Attorney General's Office")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Treasury Solicitor's Department" (Service du Solliciteur du Trésor) est devenu le "Government Legal Department" (Service juridique du gouvernement) en avril 2015 et est parrainé par l'"Attorney General's Office" (Bureau du Procureur général).
- Par conséquent, "Department of the Procurator General and Treasury Solicitor" a été supprimé et "Government Legal Department" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 1.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 31) Suppression de "Legal Secretariat to the Law Officers"

Insertion de "Attorney General's Office"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Legal Secretariat to the Law Officers" (Secrétariat juridique des conseillers juridiques) est devenu l'"Attorney General's Office" (Bureau du Procureur général) en 2004.

- Par conséquent, "Legal Secretariat to the Law Officers" a été supprimé et "Attorney General's Office" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

32) Insertion de "Highways England Company Ltd (known as "Highways England")"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Highways Agency" (Agence des routes) était initialement un organisme exécutif du "Department of Transport" (Département des transports). Ses fonctions ont été transférées à la société "Highways England Company Ltd." (connue sous le nom de "Highways England"), qui est une société routière stratégique appartenant à l'État au titre de l'article premier de la Loi de 2015 sur les infrastructures.
- Par conséquent, "Highways England Company Ltd (known as "Highways England")" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 13.2 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

33) Suppression de "Disability Living Allowance Advisory Board"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Disability Living Allowance Advisory Board" (Conseil consultatif des allocations pour handicapés) a été aboli en vertu de l'Ordonnance de 2013 relative aux organismes publics (suppression du Conseil consultatif des allocations pour handicapés). Dans la pratique, le Conseil avait cessé d'exister (son avis n'a pas été sollicité depuis 2008), ses fonctions étant assurées par des conseillers médicaux rattachés au "Department of Work and Pensions" (Département du travail et des pensions).
- Par conséquent, "Disability Living Allowance Advisory Board" a été supprimé de la liste de l'annexe 1. "Department for Work and Pensions" figure déjà dans la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 14 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

34) Suppression de "Independent Tribunal Service"

Insertion de i) "First-tier Tribunal" (sous "Ministry of Justice") et ii) "Upper Tribunal" (sous "Ministry of Justice")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'article 4 de la Loi de 1998 sur la sécurité sociale a créé un système de tribunaux d'appel unifiés pour remplacer le "Independent Tribunal Service" (Service judiciaire indépendant). L'"Independent Tribunal Service" était responsable des tribunaux de la sécurité sociale, ainsi que du "Pensions Appeal Tribunal" (Tribunal d'appel sur les pensions), de l'"Industrial Tribunal" (Tribunal industriel), de l'"Independent Review Service" (Service d'examen indépendant), de l'"Irish Social Welfare Appeals" (Tribunal d'appel irlandais sur la protection sociale) et du "Land Registry Tribunal" (Tribunal du cadastre). À sa place a été créé l'"Appeals Service" (Service des recours), qui regroupait les tribunaux chargés du fonctionnement judiciaire des procédures d'appel, dirigés par un président des tribunaux d'appel et d'un organisme exécutif chargé de l'administration des procédures d'appel. L'"Appeals Service" a été transféré au "First-tier Tribunal" (Tribunal de première instance) et au "Upper Tribunal" (Tribunal supérieur) en 2008 en vertu de l'Ordonnance de 2008 relative au transfert des fonctions des tribunaux, suite au transfert des fonctions d'un certain nombre de tribunaux distincts au "First-tier Tribunal" et au "Upper Tribunal", qui ont été créés en vertu de la Loi de 2007 sur les tribunaux, les cours et les voies d'exécution.
- Par conséquent, "Independent Tribunal Service" a été supprimé et "First-tier Tribunal" et "Upper Tribunal" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. (Voir les entités n° 23.4 et n° 23.12 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

35) Suppression de "Medical Boards and Examining Medical Officers – War Pensions"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La responsabilité des pensions de guerre a été confiée au "Department for Health and Social Security" (Département de la santé et de la sécurité sociale) jusqu'en 2001, puis a été transférée au "Ministry of Defence" (Ministère de la défense, ou MOD). La "War Pensions Agency" (Agence des pensions de guerre) était chargée d'évaluer les motifs médicaux des pensions de guerre. En 2006, la "War Pensions Agency" est devenue la "Veterans Agency" (Agence des anciens combattants). La

"Veterans Agency" est devenue la "Service Personnel and Veterans Agency" (Agence du personnel de service et des anciens combattants) (organisme exécutif du MOD) en 2007, mais elle a été supprimée pour être intégrée aux "MOD Defence Business Services" (Services des entreprises de défense du MOD) en 2013. La "Veterans Agency" a été rebaptisée "Veterans UK" en vertu du Règlement de 2017 sur les comités des pensions de guerre (modification) et reste rattachée au MOD.

- Par conséquent, "Medical Boards and Examining Medical Officers – War Pensions" a été supprimé.

36) Suppression de "Occupational Pensions Regulatory Authority"

Insertion de "Pensions Regulator"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'"Occupational Pensions Regulatory Authority" (Autorité réglementaire des retraites complémentaires) a été remplacée par le "Pensions Regulator" (Organisme de réglementation des pensions) en vertu de la Loi de 2004 sur les pensions.
- Par conséquent, "Occupational Pensions Regulatory Authority" a été supprimé et "Pensions Regulator" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 14.2 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

37) Suppression de "Regional Medical Service"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Regional Medical Service" (Service médical régional) est devenu le "Benefits Agency Medical Service" (Service médical de l'Agence des prestations sociales). La "Benefits Agency" (Agence des prestations sociales) a fusionné avec l'"Employment Service" (Service de l'emploi) en 2001 pour former "Job Centre Plus", qui était un organisme exécutif relevant du "Department for Work and Pensions" (Département du travail et des pensions), mais a depuis fusionné avec le Département.
- Par conséquent, "Regional Medical Service" a été supprimé. "Department for Work and Pensions" figure déjà dans la liste figurant à l'annexe 1. (Voir l'entité n° 14 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

38) Suppression de "Export Credits Guarantee Department"

Insertion de "Export Credits Guarantee Department (known as "UK Export Finance")"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- "UK Export Finance" est le nouveau nom de l'"Exports Credits Guarantee Department" (Office de garantie des crédits à l'exportation), qui a été créé en vertu de l'article 13 de la Loi de 1991 sur la garantie des exportations et de l'investissement, qui est toujours en vigueur.
- Par conséquent, "Export Credits Guarantee Department" a été supprimé et "Export Credits Guarantee Department (known as "UK Export Finance")" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 15 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

39) Suppression de "Foreign and Commonwealth Office"

Insertion de "Foreign, Commonwealth and Development Office"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le 16 juin 2020, une fusion entre le "Department for International Development" (Département du développement international, ou DFID) et le "Foreign and Commonwealth Office" (Office des affaires étrangères et du Commonwealth, ou FCO) a été annoncée.
- En septembre 2020, les fonctions du "Foreign and Commonwealth Office" ont été transférées au "Foreign, Commonwealth and Development Office" (Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement) en vertu de l'Ordonnance de 2020 relative au transfert des fonctions (Secrétaire d'État aux affaires étrangères, au Commonwealth et au développement).
- Par conséquent "Foreign and Commonwealth Office" a été supprimé et "Foreign, Commonwealth and Development Office" (FCDO) a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 16 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 40) Suppression de "Department for International Development"

Insertion de "Foreign, Commonwealth and Development Office"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le 16 juin 2020, une fusion entre le "Department for International Development" (Département du développement international, ou DFID) et le "Foreign and Commonwealth Office" (Office des affaires étrangères et du Commonwealth, ou FCO) a été annoncée.
- En septembre 2020, les fonctions du "Department for International Development" (Département du développement international) ont été transférées au "Foreign, Commonwealth and Development Office" (Office des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement) en vertu de l'Ordonnance de 2020 relative au transfert des fonctions (Secrétaire d'État aux affaires étrangères, au Commonwealth et au développement).
- Par conséquent "Department for International Development" a été supprimé et "Foreign, Commonwealth and Development Office" (FCDO) a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 16 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 41) Suppression de "Wilton Park Conference Centre"

Insertion de "Wilton Park"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Wilton Park Conference Centre" (Centre de conférences de Wilton Park) s'appelle désormais "Wilton Park".
- Par conséquent, "Wilton Park Conference Centre" a été supprimé et "Wilton Park" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 16.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 42) Suppression de "HM Inspectorate of Constabulary"

Insertion de "HM Inspectorate of Constabulary and Fire &amp; Rescue Services"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "HM Inspectorate of Constabulary" (Inspection de la police) s'appelle désormais "HM Inspectorate of Constabulary and Fire & Rescue Services" (Inspection de la police et des services de lutte contre l'incendie et de secours).
- Par conséquent, "HM Inspectorate of Constabulary" a été supprimé et "HM Inspectorate of Constabulary and Fire & Rescue Services" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 19.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 43) Suppression de "House of Commons" and "House of Lords"

Insertion de i) "Corporate Officer of the House of Commons", ii) "Corporate Officer of the House of Lords", iii) "Parliamentary Works Sponsor Body" et iv) "Restoration and Renewal Delivery Authority Ltd"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le nom correct des entités juridiques de la "House of Commons" (Chambre des communes) et de la "House of Lords" (Chambre des lords) est "Corporate Officer of the House of Commons" (Administrateur de la Chambre des communes) et "Corporate Officer of the House of Lords" (Administrateur de la Chambre des lords).
- La Loi de 2019 sur les bâtiments parlementaires (restauration et rénovation) prévoyait la création de nouveaux organismes chargés de superviser et de réaliser les travaux de restauration du Palais de Westminster.
- Par conséquent, "House of Commons" et "House of Lords" ont été supprimés et "Corporate Officer of the House of Commons", "Corporate Officer of the House of Lords", "Parliamentary Works Sponsor Body" et "Restoration and Renewal Delivery Authority Ltd" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. (Voir les entités n° 20, n° 21, n° 31 et n° 35 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 44) Suppression de "Meteorological Office" known as "Met Office"

Insertion de "Meteorological Office (known as "Met Office")" (sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- "Met Office" est le nouveau nom du "Meteorological Office" (Office météorologique). Les fonctions du "Met Office" ont été transférées au "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" (Département des entreprises, de l'énergie et de la stratégie industrielle) en vertu de l'Ordonnance

de 2011 relative au transfert de fonctions (Registre foncier de Sa Majesté, Office météorologique et Service cartographique).

- Par conséquent, "Meteorological Office" a été supprimé et "Meteorological Office (known as "Met Office")" a été ajouté à la liste de l'annexe 1 sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" en raison de sa personnalité juridique distincte. (Voir l'entité n° 6.6 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

45) Suppression de "Combined Tax Tribunal"

Insertion de i) "First-tier Tribunal" (sous "Ministry of Justice") et ii) "Upper Tribunal" (sous "Ministry of Justice")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Combined Tax Tribunal" (Tribunal fiscal mixte) a été formé en avril 1992, au moment de la fusion de l'administration des "Special Commissioners of Income Tax" (Commissaires spéciaux à l'impôt sur le revenu) et des "Value Added Tax Tribunals" (Tribunaux pour les questions liées à la taxe sur la valeur ajoutée), bien que les compétences des commissaires et des tribunaux soient restées distinctes. L'Ordonnance de 2009 relative au transfert des fonctions des tribunaux et aux recours contre les décisions du Service fiscal et douanier supprime les "Special Commissioners of the Income Tax", le "VAT and Duties Tribunal" (Tribunal compétent en matière de TVA et de droits de douane), le tribunal établi en vertu de l'article 706 de la Loi de 1988 sur l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés et le tribunal établi en vertu de l'article 704 de la Loi de 2007 sur l'impôt sur le revenu. Leurs fonctions ont été transférées au sein du nouveau système juridique, suite au transfert des fonctions d'un certain nombre de tribunaux distincts au "First-tier Tribunal" (Tribunal de première instance) et au "Upper Tribunal" (Tribunal supérieur), qui ont été créés en vertu de la Loi de 2007 sur les tribunaux, les cours et les voies d'exécution.
- Par conséquent, "Combined Tax Tribunal" a été supprimé et "First-tier Tribunal" et "Upper Tribunal" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. (Voir les entités n° 23.4 et n° 23.12 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

46) Suppression de "Council on Tribunals"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Council on Tribunals" (Conseil des tribunaux administratifs) a été supprimé en 2007 en vertu de la Loi sur les tribunaux, les cours et les voies d'exécution pour être remplacé par l'"Administrative Justice and Tribunals Council" (Conseil de la justice et des tribunaux administratifs). Celui-ci a à son tour été supprimé en vertu de l'Ordonnance de 2013 relative aux organismes publics (suppression du Conseil de la justice et des tribunaux administratifs).
- Par conséquent, "Council on Tribunals" a été supprimé de la liste de l'annexe 1.

47) Suppression de "Court of Appeal – Criminal"

Insertion de "Court of Appeal (England and Wales)"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Court of Appeal – Criminal" (Cour d'appel – pénal) fait partie de la "Court of Appeal (England and Wales)" (Cour d'appel (Angleterre et Pays de Galles)).
- Par conséquent, "Court of Appeal – Criminal" a été supprimé et "Court of Appeal (England and Wales)" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 23.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

48) Suppression de "HMCS Regions, Crown, County and Combined Courts – England and Wales"

Insertion de "Her Majesty's Courts and Tribunals Service"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Her Majesty's Courts Service" (Service des cours de Sa Majesté) a été fusionné avec le "Tribunal Service" (Service des tribunaux) en 2011 pour former le "Her Majesty's Courts and Tribunals Service" (Service des cours et des tribunaux de Sa Majesté), qui regroupe tous les tribunaux pertinents. Cette fusion a été annoncée au Parlement en mars 2011 comme un changement administratif.

- Par conséquent, "HMCS Regions, Crown, County and Combined Courts – England and Wales" a été supprimé et "Her Majesty's Courts and Tribunals Service" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 23.5 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

#### 49) Suppression de "Immigration Appellate Authorities"

Insertion de "First-tier Tribunal" (sous "Ministry of Justice")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'"Immigration Appellate Authority" (Autorité de recours en matière d'immigration), composée des juges et de l'instance d'appel en matière d'immigration, a été supprimée en vertu de la Loi de 2004 sur l'asile et l'immigration (traitement des demandeurs, etc.). Ses fonctions ont été transférées au "Asylum and Immigration Tribunal" (Tribunal compétent en matière d'asile et d'immigration). Le "Asylum and Immigration Tribunal" a été supprimé en 2010 et ses fonctions ont été transférées au "First-tier Tribunal" (Tribunal de première instance) en vertu de l'Ordonnance de 2010 relative au Tribunal compétent en matière d'asile et d'immigration, suite au transfert des fonctions d'un certain nombre de tribunaux distincts au "First-tier Tribunal" et au "Upper Tribunal" (Tribunal supérieur), qui ont été créés en vertu de la Loi de 2007 sur les tribunaux, les cours et les voies d'exécution.
- Par conséquent, "Immigration Appellate Authorities" a été supprimé et "First-tier Tribunal" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 23.4 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

#### 50) Suppression de "Immigration Adjudicators"

Insertion de "First-tier Tribunal" (sous "Ministry of Justice")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'"Immigration Appellate Authority" (Autorité de recours en matière d'immigration), composées des juges et de l'instance d'appel en matière d'immigration, a été supprimée en vertu de la Loi de 2004 sur l'asile et l'immigration (traitement des demandeurs, etc.). Ses fonctions ont été transférées au "Asylum and Immigration Tribunal" (Tribunal compétent en matière d'asile et d'immigration). Le "Asylum and Immigration Tribunal" a été supprimé en 2010 et ses fonctions ont été transférées au "First-tier Tribunal" (Tribunal de première instance) en vertu de l'Ordonnance de 2010 relative au Tribunal compétent en matière d'asile et d'immigration, suite au transfert des fonctions d'un certain nombre de tribunaux distincts au "First-tier Tribunal" et au "Upper Tribunal" (Tribunal supérieur), qui ont été créés en vertu de la Loi de 2007 sur les tribunaux, les cours et les voies d'exécution.
- Par conséquent, "Immigration Adjudicators" a été supprimé et "First-tier Tribunal" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 23.4 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

#### 51) Suppression de "Immigration Appeals Tribunal"

Insertion de "First-tier Tribunal" (sous "Ministry of Justice")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'"Immigration Appellate Authority" (Autorité de recours en matière d'immigration), composées des juges et de l'instance d'appel en matière d'immigration, a été supprimée en vertu de la Loi de 2004 sur l'asile et l'immigration (traitement des demandeurs, etc.). Ses fonctions ont été transférées au "Asylum and Immigration Tribunal" (Tribunal compétent en matière d'asile et d'immigration). Le "Asylum and Immigration Tribunal" a été supprimé en 2010 et ses fonctions ont été transférées au "First-tier Tribunal" (Tribunal de première instance) en vertu de l'Ordonnance de 2010 relative au Tribunal compétent en matière d'asile et d'immigration, suite au transfert des fonctions d'un certain nombre de tribunaux distincts au "First-tier Tribunal" et au "Upper Tribunal" (Tribunal supérieur), qui ont été créés en vertu de la Loi de 2007 sur les tribunaux, les cours et les voies d'exécution.
- Par conséquent, "Immigration Appeals Tribunal" a été supprimé et "First-tier Tribunal" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 23.4 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 52) Suppression de "Lands Tribunal"

Insertion de "Upper Tribunal" (sous "Ministry of Justice")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Lands Tribunal" (Tribunal foncier) a été supprimé en 2009 et ses fonctions ont été transférées à l'"Upper Tribunal" (Tribunal supérieur) en vertu de l'Ordonnance de 2009 relative au transfert des fonctions des tribunaux (Tribunal foncier et modifications diverses), suite au transfert des fonctions d'un certain nombre de tribunaux distincts au "First-tier Tribunal" (Tribunal de première instance) et au "Upper Tribunal", qui ont été créés en vertu de la Loi de 2007 sur les tribunaux, les cours et les voies d'exécution.
- Par conséquent, "Lands Tribunal" a été supprimé et "Upper Tribunal" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 23.12 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 53) Suppression de "Legal Aid Fund – England and Wales"

Insertion de "Legal Aid Agency – England and Wales"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le nom correct de l'entité adjudicatrice est "Legal Aid Agency – England and Wales" (Agence d'assistance juridique – Angleterre et Pays de Galles), qui est un organisme exécutif du "Ministry of Justice" (Ministère de la justice). La "Legal Aid Agency" a été établie suite à la suppression de la "Legal Services Commission" (Commission des services juridiques) en vertu de la Loi de 2012 sur l'assistance juridique, les condamnations et la sanction des auteurs d'infractions.
- Par conséquent "Legal Aid Fund – England and Wales" a été supprimé et "Legal Aid Agency – England and Wales" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 23.7 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 54) Suppression de "Office of the Social Security Commissioners"

Insertion de "Office of the Social Security Commissioners and Child Support Commissioners (Northern Ireland)" (sous "Northern Ireland Ministers" sous "Department of Justice")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'"Office of the Social Security Commissioners" (Office des inspecteurs pour les questions de sécurité sociale) a été supprimé en 2008 en Angleterre et au Pays de Galles. Les compétences des inspecteurs pour les questions de sécurité sociale ont été transférées à l'"Upper Tribunal" (Tribunal supérieur) en vertu de l'Ordonnance de 2008 relative au transfert des fonctions des tribunaux. En Irlande du Nord, les fonctions sont assurées par l'"Office of the Social Security Commissioners and Child Support Commissioners (Northern Ireland)" (Office des inspecteurs pour les questions de sécurité sociale et d'allocations pour enfant à charge (Irlande du Nord)).
- Par conséquent, "Office of the Social Security Commissioners" a été supprimé et "Office of the Social Security Commissioners and Child Support Commissioners (Northern Ireland)" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 28.10.12 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 55) Suppression de "Parole Board and Local Review Committees"

Insertion de "Parole Board"

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les "Local Review Committees" (comités locaux de révision des peines) ont été supprimés en vertu de la Loi de 1991 sur la justice pénale. Les "Parole Boards" (commissions des libérations conditionnelles) exercent toujours leurs activités au Royaume-Uni.
- Par conséquent, "Parole Board and Local Review Committees" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Parole Board" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 23.10 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 56) Suppression de "Pensions Appeal Tribunals"

Insertion de i) "First-tier Tribunal"; de ii) "Pensions Appeal Tribunals (Scotland)" (sous "Scottish Ministers"); de iii) "Pensions Appeals Tribunals (Northern Ireland)" (sous "Northern Ireland Ministers", sous "Department of Justice"); et de iv) "Scottish Courts and Tribunals Service" (sous "Scottish Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012

- Les "Pension Appeal Tribunals" (tribunaux d'appel en matière de pensions) ont été supprimés en Angleterre et au pays de Galles, et leurs fonctions ont été transférées au "First-tier Tribunal" (tribunal de première instance) en vertu de l'Ordonnance de 2008 sur le transfert des fonctions des tribunaux suite au transfert des fonctions de divers tribunaux au Tribunal de première instance et au Tribunal supérieur, qui ont été créés en vertu de la Loi de 2007 sur les tribunaux, les cours et l'application des peines. Les tribunaux d'appel en matière de pensions exercent toujours leurs activités en Écosse et en Irlande du Nord.
- Par conséquent, "Pensions Appeal Tribunals" a été supprimé de la liste de l'annexe 1, et "First-tier Tribunal", "Pensions Appeal Tribunals (Scotland)" et "Pensions Appeals Tribunals (Northern Ireland)" y ont été ajoutés. (Voir les entités n° 23.4, n° 44.18 et n° 28.10.9 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)
- Le "Scottish Courts and Tribunals Service" (Service de soutien aux cours et tribunaux d'Écosse) a été créé en 2008 en vertu de la Loi de 2008 sur la magistrature (Écosse). Il lui appartient de fournir aux cours et tribunaux écossais les locaux, services, magistrats et autres fonctionnaires dont ils ont besoin. Par conséquent, "Scottish Courts and Tribunals Service" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 44.8 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

#### 57) Suppression de "Public Trust Office"

Insertion de i) "Office of the Official Solicitor to the Senior Courts and the Public Trustee"; et ii) "Office of the Public Guardian"

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions de curateur public du "Public Trust Office" ont été transférées à l'"Office of the Public Trustee" (Bureau du curateur public) en 2001 lors de la création d'un bureau qui englobe également les fonctions de l'"Official Solicitor" (agent judiciaire chargé de représenter les personnes incapables de gérer leurs biens). Parallèlement, ses autres fonctions ont été transférées au "Public Guardianship Office" (Bureau de la tutelle publique). En vertu de la Loi de 2005 sur la santé mentale, le "Public Guardianship Office" a été remplacé par l'"Office of the Public Guardian".
- Par conséquent, "Public Trust Office" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Office of the Official Solicitor to the Senior Courts and the Public Trustee" et "Office of the Public Guardian" y ont été ajoutés. (Voir les entités n° 23.8 et n° 23.9 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

#### 58) Suppression de "Supreme Court Group - England and Wales"

Insertion de i) "UK Supreme Court"; et de ii) "Her Majesty's Courts and Tribunals Service"

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "UK Supreme Court (Cour suprême du Royaume-Uni) a été créée en vertu de la Loi de 2005 sur la réforme constitutionnelle" et s'est vu confier des fonctions de la Chambre des Lords et du Comité judiciaire du Conseil privé.
- Le "Supreme Court Group – England and Wales" (Groupe de la Cour suprême – Angleterre et pays de Galles) était responsable des tribunaux supérieurs de l'Angleterre et du pays de Galles (Cour d'appel, Haute Cour de justice et Cour de la couronne). Ces tribunaux font aujourd'hui partie du "Her Majesty's Courts and Tribunals Service" (Service judiciaire de sa Majesté).
- Par conséquent, "Supreme Court Group – England and Wales" a été supprimé de la liste de l'annexe 1, et "UK Supreme Court" et "Her Majesty's Courts and Tribunals Service" y ont été ajoutés. (Voir les entités n° 23.11 et n° 23.5 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

#### 59) Suppression de "Transport Tribunal"

Insertion de "First-tier Tribunal" (sous "Ministry of Justice")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Transport Tribunal" (Tribunal des transports) a été supprimé en 2009 et ses fonctions ont été transférées au "First-tier Tribunal" (Tribunal de première instance) en vertu de l'Ordonnance de 2009 sur le transfert des fonctions du Tribunal des transports et de la Commission d'appel) suite au transfert des fonctions de divers tribunaux au Tribunal de première instance et au Tribunal supérieur, qui ont été créés en vertu de la Loi de 2007 sur les tribunaux, les cours et l'application des peines.



- Par conséquent, "Transport Tribunal" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "First-tier Tribunal" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 23.4 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

60) Suppression de "National School of Government"

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- En avril 2011, la "National School of Government" (École nationale de gouvernance) a été intégrée au Bureau du Cabinet et a cessé d'être une entité non ministérielle distincte. Elle a été dissoute le 31 mars 2012 et ses principales fonctions ont été transférées à une entité du Bureau du Cabinet chargée de la formation au sein de la fonction publique ("Civil Service Learning").
- Par conséquent, "National School of Government" a été supprimé de la liste de l'annexe 1. "Cabinet Office" figurait déjà sur cette liste. (Voir l'entité n° 2 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

61) Suppression de "Northern Ireland Court Service"

Insertion de "Department of Justice" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Northern Ireland Court Service" a été supprimé en vertu de l'Ordonnance de 2010 sur l'abolition et le transfert des fonctions du Service de soutien judiciaire (Irlande du Nord). Les fonctions de ce service ont été transférées au "Department of Justice".
- Par conséquent, "Northern Ireland Court Service" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Department of Justice" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.10 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

62) Suppression de "Coroners Courts"

Insertion de "Coroners Service" (sous "Northern Ireland Ministers", sous "Department of Justice")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les "Coroners Courts" (Cours du coroner) ont été rebaptisés "Coroners Service".
- Par conséquent, "Coroners Courts" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Coroners Service" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.10.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

63) Suppression de "Legal Aid Fund"

Insertion de "Legal Service Agency Northern Ireland" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Legal Aid Fund" (Fonds d'aide juridique) a été rebaptisé "Legal Service Agency Northern Ireland" (Agence de services juridiques – Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Legal Aid Fund" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Legal Service Agency Northern Ireland" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.10.7 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

64) Suppression de "Northern Ireland, Department for Employment and Learning"

Insertion de i) "Department for Communities" (sous "Northern Ireland Ministers"); et de ii) "Department for the Economy" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions du "Department for Employment and Learning" (Ministère de l'emploi et de l'apprentissage) ont été transférées au "Department for Communities" (Ministère des collectivités) et au "Department for the Economy" (Ministère de l'économie) en vertu de l'Ordonnance de 2016 sur le transfert de fonctions ministérielles (Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Northern Ireland, Department for Employment and Learning" a été supprimé de la liste de l'annexe 1, et "Department for Communities" et "Department for the Economy" y ont été ajoutés. (Voir les entités n° 28.4 et n° 28.5 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

65) Suppression de "Northern Ireland, Department for Regional Development"

Insertion de "Department for Infrastructure" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Department for Regional Development" (Ministère du développement régional) a été rebaptisé "Department for Infrastructure" (Ministère des infrastructures) en vertu de la Loi de 2016 sur les ministères (Irlande du Nord).

- Par conséquent, "Northern Ireland, Department for Regional Development" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Department for Infrastructure" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.9 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

66) Suppression de "Northern Ireland, Department for Social Development"

Insertion de "Department for Communities" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions du "Department for Social Development" (Ministère du développement social) ont été transférées au "Department for Communities" (Ministère des collectivités) en vertu de la Loi de 2016 sur les ministères (Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Northern Ireland, Department for Social Development" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Department for Communities" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.4 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

67) Suppression de "Northern Ireland, Department of Agriculture and Rural Development"

Insertion de i) "Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs" (sous "Northern Ireland Ministers"); et de ii) "Department for Infrastructure" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions du "Department of Agriculture and Rural Development" (Ministère de l'agriculture et du développement rural) ont été transférées au "Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs" (Ministère de l'agriculture, de l'environnement et des affaires rurales) et au "Department for Infrastructure" (Ministère des infrastructures) en vertu de l'Ordonnance de 2016 sur le transfert de fonctions ministérielles (Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Northern Ireland, Department of Agriculture and Rural Development" a été supprimé de la liste de l'annexe 1, et "Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs" et "Department for Infrastructure" y ont été ajoutés. (Voir les entités n° 28.3 et n° 28.9 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

68) Suppression de "Northern Ireland, Department of Culture, Arts and Leisure"

Insertion de i) "Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs" (sous "Northern Ireland Ministers"); de ii) "Department for Communities" (sous "Northern Ireland Ministers"); et de iii) "Department for Infrastructure" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions du "Department of Culture, Arts and Leisure" (Ministère de la culture, des arts et des loisirs) ont été transférées au "Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs", au "Department for Communities" et au "Department for Infrastructure" en vertu de l'Ordonnance de 2016 sur le transfert de fonctions ministérielles (Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Northern Ireland, Department of Culture, Arts and Leisure" a été supprimé de la liste de l'annexe 1, et "Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs", "Department for Communities" et "Department for Infrastructure" y ont été ajoutés. (Voir les entités n° 28.3, n° 28.4 et n° 28.9 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

69) Suppression de "Northern Ireland, Department of Enterprise, Trade and Investment"

Insertion de "Department for Communities" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions du "Department of Enterprise, Trade and Investment" (Ministère des entreprises, du commerce et des investissements) ont été transférées au "Department for Communities" en vertu de l'Ordonnance de 2016 sur le transfert de fonctions ministérielles (Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Northern Ireland, Department of Enterprise, Trade and Investment" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Department for Communities" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.4 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 70) Suppression de "Northern Ireland, Department of the Environment"

Insertion de i) "Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs" (sous "Northern Ireland Ministers"); de ii) "Department for Infrastructure" (sous "Northern Ireland Ministers") et de iii) "Department for Communities" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions du "Department of Environment" (Ministère de l'environnement) ont été transférées au "Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs", au "Department for Communities" et au "Department for Infrastructure" en vertu de l'Ordonnance de 2016 sur le transfert de fonctions ministérielles (Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Northern Ireland, Department of the Environment" a été supprimé de la liste de l'annexe 1, et "Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs", "Department for Communities" et "Department for Infrastructure" y ont été ajoutés. (Voir les entités n° 28.3, n° 28.4 et n° 28.9 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 71) Suppression de "Northern Ireland, Department of Finance and Personnel"

Insertion de "Department of Finance" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Northern Ireland, Department of Finance and Personnel" (Ministère des finances et du ressources humaines de l'Irlande du Nord) a été rebaptisé "Department of Finance" (Ministère des finances) en vertu de la Loi de 2016 sur les ministères (Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Northern Ireland, Department of Finance and Personnel" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Department of Finance" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.7 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 72) Suppression de "Northern Ireland, Department of Health, Social Services and Public Safety"

Insertion de "Department of Health" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Northern Ireland, Department of Health, Social Services and Public Safety" (Ministère de la santé, des services sociaux et de la sécurité publique d'Irlande du Nord) a été rebaptisé "Department of Health" (Ministère de la santé) en vertu de la Loi de 2016 sur les ministères (Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Northern Ireland, Department of Health, Social Services and Public Safety" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Department of Health" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.8 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 73) Suppression de "Northern Ireland, Office of the First Minister and Deputy First Minister"

Insertion de "Executive Office" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Northern Ireland, Office of the First Minister and Deputy First Minister" (Cabinet du Premier Ministre et du Vice-Premier Ministre) a été rebaptisé le "Executive Office" (Bureau exécutif) en vertu de la Loi de 2016 sur les ministères (Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Northern Ireland, Office of the First Minister and Deputy First Minister" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Executive Office" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.11 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 74) Suppression de "Crown Solicitor's Office"

Insertion de "Attorney General for Northern Ireland" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La fonction d'"Attorney General for Northern Ireland" (Procureur général pour l'Irlande du Nord) a été créée en vertu de la Loi de 2002 sur la justice (Irlande du Nord). Le Procureur général exerce les fonctions qui avaient été dévolues au Procureur de la Couronne.
- Par conséquent, "Crown Solicitor's Office" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Attorney General for Northern Ireland" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.2 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

75) Suppression de "Department of the Director of Public Prosecutions for Northern Ireland"  
Insertion de "Public Prosecution Service for Northern Ireland"

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La responsabilité de la lutte contre la criminalité et du maintien de l'ordre a été transférée à l'organe exécutif de l'Irlande du Nord en vertu de l'Ordonnance de 2010 sur la Loi de 1998 sur l'Irlande du Nord (modification de l'annexe 3). Les poursuites pénales en Irlande du Nord relèvent désormais du "Public Prosecution Service for Northern Ireland" (Service des poursuites pénales de l'Irlande du Nord), qui a été créé en vertu de la Loi de 2002 sur la justice (Irlande du Nord). Il s'agit d'une entité non ministérielle.
- Par conséquent, "Department of the Director of Public Prosecutions for Northern Ireland" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Public Prosecution Service for Northern Ireland" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 29.2 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

76) Suppression de "Forensic Science Laboratory of Northern Ireland"  
Insertion de "Forensic Science Northern Ireland" (sous "Northern Ireland Ministers" sous "Department of Justice")

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Northern Ireland Forensic Science Laboratory" est devenu un organisme d'exécution du Secrétariat pour l'Irlande du Nord le 1<sup>er</sup> septembre 1995. "The Forensic Science Agency of Northern Ireland" a été rebaptisé "Forensic Science Northern Ireland" (Médecine légale Irlande du Nord) en avril 2000. Le 12 avril 2010, suite au transfert des pouvoirs de police et de justice en Irlande du Nord, "Forensic Science Northern Ireland" est devenu une entité du Ministère de la justice en vertu de l'Ordonnance de 2010 sur la Loi de 1998 sur l'Irlande du Nord (transfert des pouvoirs de police et de justice).
- Par conséquent, "Forensic Science Laboratory of Northern Ireland" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Forensic Science Northern Ireland" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 28.10.6 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

77) Déplacement de "Police Service of Northern Ireland" sous "Department of Justice" (sous "Northern Ireland Ministers").

- Fondement juridique: Article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La responsabilité de la lutte contre la criminalité et du maintien de l'ordre a été transférée à l'organe exécutif de l'Irlande du Nord en vertu de l'Ordonnance de 2010 sur la Loi de 1998 sur l'Irlande du Nord (modification de l'annexe 3). Le "Police Service of Northern Ireland" (service de police de l'Irlande du Nord) relève désormais du "Northern Ireland Department of Justice" (Ministère de la justice de l'Irlande du Nord).
- Par conséquent, "Police Service of Northern Ireland" a été déplacé sous "Department of Justice" sur la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 28.10.10 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

78) Déplacement de "Probation Board for Northern Ireland" sous "Department of Justice" (sous "Northern Ireland Ministers")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La responsabilité de la lutte contre la criminalité et du maintien de l'ordre a été transférée à l'organe exécutif de l'Irlande du Nord en vertu de l'Ordonnance de 2010 sur la Loi de 1998 sur l'Irlande du Nord (modification de l'annexe 3). Le "Probation Board for Northern Ireland" (service responsable des probation pour l'Irlande du Nord) relève désormais du Ministère de la Justice de l'Irlande du Nord.
- Par conséquent, "Probation Board for Northern Ireland" a été déplacé sous "Department of Justice" sur la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 28.10.11 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

79) Suppression de "State Pathologist Service"

Insertion de "State Pathologist's Department" (sous "Northern Ireland Ministers" sous "Department of Justice")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La responsabilité de la lutte contre la criminalité et du maintien de l'ordre a été transférée à l'organe exécutif de l'Irlande du Nord en vertu de l'Ordonnance de

2010 sur la Loi de 1998 sur l'Irlande du Nord (modification de l'annexe 3). Le "State Pathologist Service" (service public de pathologie) a été rebaptisé "State Pathologist's Department" et relève du "Department of Justice". (Voir l'entité n° 28.10.13 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

80) Suppression de "Office of Fair Trading"

Insertion de "Competition and Markets Authority" (sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'entité "Office for Fair Trading", qui veillait à ce que les pratiques commerciales soient loyales, a été supprimée en 2014 et la plupart de ses fonctions ont été confiées à la "Competition and Markets Authority" (Autorité de la concurrence et des marchés) en vertu de l'Ordonnance de 2014 relative à la Loi de 2013 sur les entreprises et la réforme de la réglementation (concurrence) (dispositions corrélative et transitoires et clauses de réserve).
- Par conséquent, "Office of Fair Trading" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Competition and Markets Authority" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 6.2 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

81) Suppression de "Office of the Parliamentary Commissioner for Administration and Health Service Commissioners"

Insertion de "Parliamentary and Health Service Ombudsman"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Parliamentary and Health Service Ombudsman" (médiateur en matière parlementaire et de santé) remplace l'"Office of the Parliamentary Commissioner for Administration and Health Service Commissioners" (Bureau du commissaire parlementaire à l'administration et des commissaires à la santé). Il cumule les deux fonctions d'origine législative de commissaire parlementaire à l'administration (médiateur parlementaire) et de commissaire à la santé pour l'Angleterre (médiateur en matière de santé). Ses pouvoirs lui ont été dévolus par la Loi de 1967 sur le commissaire parlementaire et la Loi de 1993 sur les commissaires à la santé, qui demeurent en vigueur.
- Par conséquent, "Office of the Parliamentary Commissioner for Administration and Health Service Commissioners" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Parliamentary and Health Service Ombudsman" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 31 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

82) Suppression de "Paymaster General's Office"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions de l'entité "Office of the Paymaster General (Bureau du trésorier payeur général) ont été transférées aux "HMRC Commissioners" (Commissaires de l'Administration fiscale et douanière de sa Majesté) en 2008, en vertu de l'Ordonnance de 2006 sur le transfert des fonctions du Bureau du trésorier payeur général de sa Majesté. Ces fonctions sont exercées par le "Government Banking Service" (Services bancaires gouvernementaux), qui relève de l'entité "HM Revenue and Customs" (Administration fiscale et douanière de sa Majesté).
- Par conséquent, "Paymaster General's Office" a été supprimé de la liste de l'annexe 1. "HM Revenue and Customs" figurait déjà sur la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 34 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

83) Suppression de "Public Record Office"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les entités "Public Record Office" (Bureau des archives publiques), "Royal Commission of Historical Manuscripts" (Commission royale des manuscrits historiques), "Her Majesty's Stationery Office" (Bureau des publications de sa Majesté) et "Office of Public Sector Information" (Bureau de l'information du secteur public) ont été regroupées en avril 2003 pour constituer l'entité "The National Archives" (Archives nationales).
- Par conséquent, "Public Record Office" a été supprimé de la liste de l'annexe 1. "The National Archives" figurait déjà sur la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 24 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 84) Suppression de "The Revenue and Customs Prosecutions Office"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- En vertu de l'Ordonnance de 2014 sur les organismes publics (fusion du Directeur du Ministère public et du Directeur des poursuites fiscales et douanières), l'entité "The Revenue and Customs Prosecutions Office" (Bureau des poursuites fiscales et douanières) a été supprimée et ses fonctions ont été transférées au "Director of Public Prosecutions" (Directeur du Ministère public), qui dirige le "Crown Prosecution Service" (Ministère public).
- Par conséquent, "The Revenue and Customs Prosecutions Office" a été supprimé de la liste de l'annexe 1. "Crown Prosecution Service" figurait déjà sur la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 5 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 85) Suppression de "Scotland, General Register Office" et de "Keeper of the Records of Scotland"

## Insertion de "Scotland, National Records of Scotland"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- En avril 2011, le "General Register Office" (Bureau de l'état civil) a fusionné avec l'entité "National Archives of Scotland" (Archives nationales d'Écosse) pour constituer l'entité "National Records of Scotland" (Documentation nationale d'Écosse).
- Dans le cadre de cette fusion, la fonction de "Keeper of the Records of Scotland" (dépositaire des documents d'Écosse) est désormais exercée par le Directeur général de la Documentation nationale d'Écosse, qui n'est toutefois pas un organisme public.
- Par conséquent, "Scotland, General Register Office" et "Keeper of the Records of Scotland" ont été supprimés de la liste de l'annexe 1 et "Scotland, National Records of Scotland" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 40 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 86) Suppression de "Crofters Commission"

## Insertion de "Crofting Commission" (sous "Scottish Ministers")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Crofters Commission" (Commission des petits exploitants) a été rebaptisée "Crofting Commission" en vertu de la Loi de 2010 sur la réforme des petites exploitations (Écosse).
- Par conséquent, "Crofters Commission" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Crofting Commission" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 44.2 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 87) Suppression de "Deer Commission for Scotland"

## Insertion de "Scottish Natural Heritage" (sous "Scottish Ministers")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Deer Commission for Scotland" (Commission de la protection des cerfs) a été supprimée en vertu de l'article premier de la Loi de 2010 sur la réforme des services publics (Écosse). Les fonctions, biens, droits et obligations de cette entité ont été transférés à l'entité "Scottish Natural Heritage" (Patrimoine naturel de l'Écosse).
- Par conséquent, "Deer Commission for Scotland" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Scottish Natural Heritage" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 44.21 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 88) Suppression de "Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of Scotland"

## Insertion de "Historic Environment Scotland" (sous "Scottish Ministers")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les activités de la "Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of Scotland" (Commission royale des monuments anciens et historiques d'Écosse) ont été confiées à un nouvel organisme, "Historic Environment Scotland" (Patrimoine historique de l'Écosse), créé en vertu de la Loi de 2014 sur le patrimoine historique de l'Écosse.
- Par conséquent, "Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of Scotland" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Historic Environment Scotland" y a été ajouté, bien que cela reste à être confirmé. (Voir l'entité n° 46.25 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 89) Suppression de "Community Health Partnerships"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions des "Community Health Partnerships" (Partenariats communautaires en santé) ont été intégrées dans les "Health and Social Care Partnerships" (Partenariats en santé et services sociaux) dans le cadre de la fusion des commissions et des conseils de la santé d'Écosse en vertu de la Loi de 2014 sur les organismes publics (conjointes) (Écosse).
- Les fonctions des "Community Health Partnerships" ont été transférées aux "Health Boards" (commissions de la santé) qui figuraient déjà sur la liste de l'AMP (sous "Scottish Ministers"). (Voir l'entité n° 46.12 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 90) Suppression de "Scottish Police Services Authority"

## Insertion de "Scottish Police Authority"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- En vertu de la Loi de 2012 sur la réforme des services de police et de protection contre les incendies (Écosse), la "Scottish Police Services Authority" (Autorité écossaise des services de police) a été supprimée et ses fonctions ont été transférées à une nouvelle entité créée au titre de cette loi, la "Scottish Police Authority" (Autorité écossaise de la police).
- Par conséquent, "Scottish Police Services Authority" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Scottish Police Authority" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 44.22 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 91) Suppression de "Office of the Social Security Commissioners"

## Insertion de "Upper Tribunal for Scotland" (sous "Scottish Ministers")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'"Office of the Social Security Commissioners" (Bureau des commissaires à la sécurité sociale) a été supprimé en 2008 en Angleterre et au pays de Galles. En Écosse, ses fonctions ont été dévolues au "Upper Tribunal" (Tribunal supérieur).
- Par conséquent, "Office of the Social Security Commissioners" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Upper Tribunal for Scotland" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 44.24 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 92) Suppression de "The Private Rented Housing Panel and Private Rented Housing Committees"

## Insertion de i) "First-tier Tribunal for Scotland" (sous "Scottish Ministers") et de "Upper Tribunal for Scotland" (sous "Scottish Ministers")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions des entités "Private Rental Housing Panels" (tribunaux administratifs du logement privé locatif) et "Private Rental Housing Committees" (comités du logement privé locatif) ont été transférées au "First Tier Tribunal for Scotland" (tribunal de première instance pour l'Écosse) en vertu du Règlement de 2016 sur le tribunal de première instance pour l'Écosse (transfert des fonctions du tribunal administratif du logement privé locatif) et du Règlement de 2016 sur le tribunal de première instance pour l'Écosse (transfert des fonctions des comités du logement privé locatif).
- Par conséquent, "The Private Rented Housing Panel and Private Rented Housing Committees" a été supprimé de la liste de l'annexe 1, et "First-tier Tribunal for Scotland" et "Upper Tribunal for Scotland" y ont été ajoutés (sous "Scottish Ministers"). (Voir les entités n° 46.23 et n° 46.24 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 93) Suppression de "The Scottish Parliamentary Body Corporate"

## Insertion de "The Scottish Parliamentary Corporate Body"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La désignation exacte est "The Scottish Parliamentary Corporate Body".
- Par conséquent, "The Scottish Parliamentary Body Corporate" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "The Scottish Parliamentary Corporate Body" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 45 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 94) Suppression de "Office of Government Commerce"

## Insertion de "Crown Commercial Service" (sous "Cabinet Office")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012

- Depuis 2010, l'"Office of Government Commerce" (l'agence gouvernementale chargée des marchés publics) et son organe d'exécution relèvent, non plus du Chancelier de l'échiquier, mais plutôt du Ministre du Bureau du Cabinet. Par suite de diverses réorganisations internes, les fonctions de cette agence ont été dévolues au "Crown Commercial Service", un organe d'exécution et fonds commercial relevant du Bureau du Cabinet en vertu des Ordonnances de 2011 et de 2014 sur le Bureau d'achats et le fonds commercial (modification).
- Par conséquent, "Office of Government Commerce" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Crown Commercial Service" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 2.3 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

95) Suppression de "Local Government Boundary Commission for Wales"

Insertion de "Local Democracy and Boundary Commission for Wales"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Local Government Boundary Commission for Wales" (Commission des circonscriptions locales du pays de Galles) a été rebaptisée "Local Democracy and Boundary Commission for Wales" en vertu de la Loi de 2013 sur la démocratie locale au pays de Galles.
- Par conséquent, "Local Government Boundary Commission for Wales" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Local Democracy and Boundary Commission for Wales" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 50.5 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

96) Suppression de "Welsh Rent Assessment Panels"

Insertion de "Rent Assessment Committees (Wales)"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'entité "Rent Assessment Committees (Wales)" (comités d'évaluation des loyers du pays de Galles) existe toujours au pays de Galles.
- Par conséquent, "Welsh Rent Assessment Panels" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Rent Assessment Committees (Wales)" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 50.5 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

97) Suppression de "Valuation Tribunals – Wales"

Insertion de "Valuation Tribunal for Wales"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les "Valuation Tribunals – Wales" (tribunaux d'évaluation du pays de Galles) ont été rebaptisés "Valuation Tribunal for Wales" en vertu du Règlement de 2010 sur le tribunal d'évaluation du pays de Galles.
- Par conséquent, "Valuation Tribunals – Wales" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Valuation Tribunal for Wales" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 50.7 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

98) Insertion de "Office for Nuclear Regulation" (sous "Department for Work and Pensions")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'"Office for Nuclear Regulation" (Bureau de la réglementation nucléaire) a été créé en mars 2014 en tant qu'organisme de réglementation indépendant du secteur nucléaire du Royaume-Uni au titre de l'article 77 de la Loi de 2013 sur l'énergie. Par conséquent, "Office for Nuclear Regulation" a été ajouté à la liste de l'annexe 1. (Voir l'entité n° 14.1 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## **ANNEXE 2 – ENTITÉS DES GOUVERNEMENTS SOUS-CENTRAUX**

1) Suppression de "Design Council"

- Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
- En 2011, le "Design Council" (Conseil du design) a cessé d'être un organisme public non ministériel relevant du Ministère des entreprises, de l'innovation et des compétences pour devenir une organisation caritative privée. Une ordonnance portant modification de sa charte royale et de son statut a été approuvée lors d'une réunion du Conseil privé le 16 mars 2011. La fonction de passation de marchés visés de cette entité a de ce fait cessé d'être soumise au contrôle ou à l'influence de l'État.
- Par conséquent, "Design Council" a été supprimé de la liste de l'annexe 2.



## 2) Suppression de "National Research Development Corporation"

- Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
- En 1981, la "National Research Development Corporation" (Société nationale de recherche-développement) a fusionné avec le "National Enterprise Board" (Conseil national des entreprises) pour constituer un organisme non statutaire, le "British Technology Group" (Groupe technologique britannique). La Loi de 1991 sur le Groupe technologique britannique lui a conféré un statut juridique. Le "British Technology Group" a été racheté au Trésor britannique par une société privée en 1992 et a été introduit à la Bourse de Londres en 1995. La fonction de passation de marchés visés de cette entité a de ce fait cessé d'être soumise au contrôle ou à l'influence de l'État.
- Par conséquent, "National Research Development Corporation" a été supprimé de la liste de l'annexe 2.

## 3) Suppression de "Public Health Laboratory Service Board"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le "Public Health Laboratory Service Board" (Conseil des services de laboratoire de santé publique) a été supprimé en vertu de la Loi de 2003 sur la santé et la protection sociale (services communautaires de santé et normes) et ses fonctions ont été transférées à la "Health Protection Agency" (Agence de protection de la santé) en 2003 en vertu de la Loi de 2004 sur l'Agence de protection de la santé. La "Health Protection Agency" a été supprimée en vertu de la Loi de 2012 sur la santé et les services sociaux et ses fonctions ont été confiées au Secrétariat d'État, puis en 2013, à "Public Health England", une agence d'exécution de santé publique pour l'Angleterre qui relève du Ministère de la santé et des services sociaux.
- Par conséquent, "Public Health Laboratory Service Board" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "Department of Health and Social Care" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 11 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 4) Suppression de "Commission for the New Towns"

## Insertion de "Homes England"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Commission for the New Towns" (Commission des nouvelles villes) a été supprimée en vertu de l'Ordonnance de 2009 sur la suppression de la Commission des nouvelles villes et de l'Agence de revitalisation urbaine (mise en application et modifications corrélatives) en vertu des pouvoirs conférés par la Loi de 2008 sur le logement et la revitalisation. Cette loi autorisait également le transfert des fonctions de la "Commission for New Towns" à la Homes and Communities Agency (agence responsable de l'habitation et des communautés) et aux "Welsh Ministers" (Ministres du pays de Galles). La Homes and Communities Agency a été remplacée par "Homes England" (Habitation Angleterre) en janvier 2018. "Homes England" est un organisme public d'exécution non ministériel qui relève du "Ministry of Housing, Communities and Local Government" (Ministère du logement, des communautés et des administrations locales).
- Par conséquent, "Commission for the New Towns" a été supprimé de la liste de l'annexe 2 et "Homes England" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 4 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

## 5) Suppression de "National Blood Authority"

## Insertion de "NHS Blood and Transplant Service"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions de la "National Blood Authority" ont été transférées au "NHS Blood and Transplant Service" (Service du sang et des greffes du NHS) en vertu de l'Ordonnance de 2005 sur la suppression de l'Autorité nationale du sang et du Service des greffes du Royaume-Uni. Le "NHS Blood and Transplant Service" est un organisme public d'exécution non ministériel qui relève du "Department of Health and Social Care" (Ministère de la santé et des services sociaux).
- Par conséquent, "National Blood Authority" a été supprimé de la liste de l'annexe 2 et "NHS Blood and Transplant Service" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 5 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

## 6) Suppression de "National Rivers Authority"

## Insertion de "Environment Agency"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les fonctions de la "National Rivers Authority" (Autorité nationale des cours d'eau) ont été transférées à l'"Environment Agency" (Agence de l'environnement) en vertu de la Loi de 1995 sur l'environnement. L'"Environment Agency" est un organisme public d'exécution non ministériel qui relève du "Department for Environment, Food and Rural Affairs" (Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales).
- Par conséquent, "National Rivers Authority" a été supprimé de la liste de l'annexe 2 et "Environment Agency" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 6 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

## 7) Suppression de "Ordnance Survey"

## Insertion de "Ordnance Survey Limited"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015, l'entité "Ordnance Survey" (service national de cartographie) est une société anonyme appartenant à l'État ("Ordnance Survey Limited"). En vertu de l'Ordonnance de 2016 sur la fermeture du fonds commercial de l'Ordnance Survey, le fonds commercial a été fermé et ses actifs ont été transférés à la société.
- Par conséquent, "Ordnance Survey" a été supprimé de la liste de l'annexe 2 et "Ordnance Survey Limited" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 8 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

## 8) Suppression de "Financial Services Authority"

## Insertion de "Financial Conduct Authority"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La "Financial Services Authority" (Autorité des services financiers) a été rebaptisée "Financial Conduct Authority" en vertu de la Loi de 2012 sur les services financiers.
- Par conséquent, "Financial Services Authority" a été supprimé de la liste de l'annexe 2 et "Financial Conduct Authority" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 9 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

## 9) Suppression de "Research Councils"

## Insertion de "UK Research and Innovation" (sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy")

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les "Research Councils" (Conseils de recherche) ont été supprimés en 201 en vertu de l'article 109 de la Loi de 2017 sur l'enseignement supérieur et la recherche. Leurs fonctions ont été transférées à "UK Research and Innovation", qui a été ajouté à l'annexe 1 sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy" (BEIS).
- Par conséquent, "Research Councils" a été supprimé de la liste de l'annexe 1 et "UK Research and Innovation" y a été ajouté (sous "Department for Business, Energy and Industrial Strategy"). (Voir l'entité n° 6.9 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)

## 10) Suppression de "Fire Authorities"

## Insertion de "Fire and Rescue Authorities"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- La Loi de 2004 sur les services de lutte contre les incendies et de sauvetage a abrogé la Loi de 1947 sur les services de lutte contre les incendies, en vertu de laquelle les autorités chargées de la lutte contre les incendies avaient été créées, et a autorisé la création de nouvelles autorités chargées de la lutte contre les incendies et du sauvetage.
- Par conséquent, "Fire Authorities" a été supprimé de la liste de l'annexe 2 et "Fire and Rescue Authorities" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 4 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

## 11) Insertion de "Police and Crime Commissioners"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- De nombreuses autorités policières ont été remplacées par les "Police and Crime Commissioners" (commissaires de police et de lutte contre la criminalité) en vertu de l'article 1 de la Loi de 2011 sur la réforme de la police et la responsabilité sociale. D'autres corps policiers comme la "British Transport Police" (police des transports du Royaume-Uni) demeurent des autorités policières.
- Par conséquent, "Police Authorities" figure toujours sur la liste de l'annexe 2 et "Police and Crime Commissioners" y a été ajouté. (Voir l'entité n° 7 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

## 12) Suppression de "National Health Service Strategic Health Authorities"

## Insertion de "Clinical Commissioning Groups"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les "Strategic Health Authorities" (autorités sanitaires stratégiques) ont été supprimées en vertu de la Loi de 2012 sur la santé et les services sociaux. Leurs fonctions ont été transférées au "NHS Commissioning Board (known as "NHS England")", qui est l'entité chargée de planifier et d'optimiser les services de santé), aux "NHS Foundation Trusts" (groupes de la Fondation du NHS) et aux "Clinical Commissioning Groups" (groupes chargés d'acquérir des services médicaux).
- Par conséquent, "National Health Service Strategic Health Authorities" a été supprimé de la liste de l'annexe 2. "NHS Commissioning Board (known as "NHS England")" et "NHS Foundation Trusts" ont été ajoutés à la liste de l'annexe 1. "Clinical Commissioning Groups" a été ajouté à la liste de l'annexe 2. (Voir les entités n° 11.2 et n° 11.4 de l'annexe 1 et l'entité n° 5 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

## 13) Insertion de "Local authorities including unitary authorities, county councils, district councils, metropolitan district councils, London boroughs and the City of London"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les "Local authorities" (administrations locales) du Royaume-Uni sont des organismes de droit public visés par l'annexe 2.
- Par conséquent, "Local authorities" et des exemples ont été ajoutés à la liste de l'annexe 2. (Voir l'entité n° 10 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

## 14) Insertion de "National Park Authorities"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les "National Park Authorities" (autorités chargées de la gestion des parcs nationaux) ont été créées en vertu de la Loi de 1995 sur l'environnement. Elles sont des organismes de droit public visés par l'annexe 2. Le Royaume-Uni compte 15 "National Park Authorities".
- Par conséquent, "National Park Authorities" a été ajouté à la liste de l'annexe 2. (Voir l'entité n° 11 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

## 15) Insertion de "Registered providers of social housing"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Les "Registered providers of social housing" d'Angleterre sont des associations, des sociétés ou des groupes d'administrateurs indépendants dont la raison d'être est la fourniture, sans but lucratif, de logements sociaux aux personnes qui en ont besoin. Ce sont des organismes de droit public.
- Par conséquent, "Registered providers of social housing" a été ajouté à la liste de l'annexe 2. (Voir l'entité n° 12 de l'annexe 2 de la pièce jointe B.)

**ANNEXE 3 – AUTRES ENTITÉS****A. PRODUCTION, TRANSPORT OU DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

## 1) Suppression de "A water and sewerage authority established by section 62 of the Local Government etc (Scotland) Act. 1994"

## Insertion de "Scottish Water"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'article 62 de la Loi de 1994 sur les administrations locales, etc. (Écosse) a été abrogé par la Loi de 2002 sur l'industrie de l'eau (Écosse), Loi du Parlement écossais n° 3 (loi écossaise), annexe 7, paragraphe 23 a) (1<sup>er</sup> avril 2002).

L'entité "Scottish Water" a été constituée en tant que personne morale en vertu de l'article 20 de la Loi de 2002 sur l'industrie de l'eau (Écosse). En vertu de l'article 21 de cette loi, les fonctions de chacune des nouvelles autorités chargées de l'eau et de l'assainissement (établies en vertu de l'article 62 de la Loi de 1994 sur les administrations locales) ont été transférées à Scottish Water. Les nouvelles autorités chargées de l'eau et de l'assainissement ont ensuite été dissoutes en vertu de l'Ordonnance de 2002 sur la dissolution des nouvelles autorités chargées de l'eau et de l'assainissement (Écosse) (SSI 2002/277). Scottish Water est une société publique.

- Par conséquent, "A water and sewerage authority established by section 62 of the Local Government etc (Scotland) Act. 1994" a été supprimé de la liste de l'annexe 3 et "Scottish Water" y a été ajouté. (Voir l'entité n° A.2 de l'annexe 3 de la pièce jointe B.)

2) Suppression de "The Department for Regional Development (Northern Ireland)"

Insertion de "Northern Ireland Water"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- Le Ministère du développement régional (qui est devenu le Ministère des infrastructures) a désigné "Northern Ireland Water" (Société des eaux de l'Irlande du Nord) comme son successeur pour la fourniture des services d'approvisionnement en eau en vertu de l'Ordonnance de 2007 sur la société remplaçante pour la fourniture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement (Irlande du Nord), et en vertu des pouvoirs conférés par la partie X de l'Ordonnance de 2006 sur les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement (Irlande du Nord). "Northern Ireland Water" est une société publique, chargée en vertu de la loi, de fournir des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement sans lien de dépendance avec l'État.
- Par conséquent, "The Department for Regional Development (Northern Ireland)" a été supprimé de la liste de l'annexe 3 et "Northern Ireland Water" y a été ajouté. (Voir l'entité n° A.3 de l'annexe 3 de la pièce jointe B.)

## **B. PRODUCTION, TRANSPORT OU DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ**

1) Suppression de "National Grid Electricity Transmission plc"

- Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
- L'entité qui possède le réseau de transport d'électricité et de gaz au Royaume-Uni n'est plus soumise au contrôle ou à l'influence de l'État.
- Par conséquent, "National Grid Electricity Transmission plc" a été supprimé de la liste de l'annexe 3.

2) Suppression de "System Operation Northern Ireland Ltd"

- Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
- Depuis 2009, "System Operations Northern Ireland Ltd" fait partie du groupe EirGrid. EirGrid plc est la société chargée du transport de l'électricité en République d'Irlande. Il s'agit d'une société anonyme dont les actions sont détenues par le Ministère des communications, de l'action climatique et de l'environnement du Royaume-Uni. "System Operation Northern Ireland Ltd" n'est donc plus une entité du Royaume-Uni.
- Par conséquent, "System Operations Northern Ireland Ltd" a été supprimé de la liste de l'annexe 3.

3) Suppression de "Scottish & Southern Energy plc"

- Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
- "Scottish & Southern Energy plc" est une société énergétique écossaise. Il s'agit d'une société anonyme qui n'est pas soumise au contrôle ou à l'influence de l'État.
- Par conséquent, "Scottish & Southern Energy plc" a été supprimé de la liste de l'annexe 3.

4) Suppression de "SPTransmission plc"

- Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
- "SPTransmission plc" est une filiale dont le capital est détenu en totalité par SP Energy Networks, qui appartient à Iberdrola, S.A. Il s'agit d'une société anonyme qui n'est pas soumise au contrôle ou à l'influence de l'État.

- Par conséquent, "SPTransmission plc" a été supprimé de la liste de l'annexe 3.

### **C. INSTALLATIONS AÉROPORTUAIRES**

- 1) Suppression de "An airport operator within the meaning of the Airports Act 1986 who has the management of an airport subject to economic regulation under Part IV of that Act"
  - Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
  - La partie IV de la Loi de 1986 sur les aéroports a été abrogée en vertu de l'article 76 1) de la Loi de 2012 sur l'aviation civile, qui avait pour objectif la refonte de la réglementation économique des aéroports du Royaume-Uni. La partie I de la Loi de 2012 sur l'aviation civile applique un nouveau régime réglementaire aux aéroports dominants, tels que définis à l'article 5 1) de la Loi. Les seuls aéroports visés par cette disposition, Heathrow et Gatwick, sont entièrement privés et ne sont pas soumis au contrôle ou à l'influence de l'État.
  - Par conséquent, "An airport operator within the meaning of the Airports Act 1986 who has the management of an airport subject to economic regulation under Part IV of that Act" a été supprimé de la liste de l'annexe 3.
- 2) Suppression de "An airport operator within the meaning of the Airports (Northern Ireland) Order 1994"
  - Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
  - La Loi de 2012 sur l'aviation civile (y compris les définitions de la zone aéroportuaire dominante et de l'aéroport dominant figurant à l'article 5 de cette loi) s'applique également à l'Irlande du Nord.
  - Par conséquent, "An airport operator within the meaning of the Airports (Northern Ireland) Order 1994" a été supprimé.
- 3) Suppression de "BAA Ltd"
  - Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
  - Un consortium dirigé par l'entreprise de construction espagnole Ferrovial a fait l'acquisition de "BAA Ltd" en 2006. En octobre 2012, BAA a été rebaptisée "Airport Holdings Ltd" suite à la vente des aéroports de Gatwick et de Stansted. Heathrow Airport Holdings Ltd est une société anonyme qui n'est pas soumise au contrôle ou à l'influence de l'État.
  - Par conséquent, "BAA Ltd" a été supprimé de la liste de l'annexe 3.
- 4) Insertion de "London Luton Airport Operations Limited"
  - Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - "London Luton Airport Operations Limited" est propriétaire de l'aéroport de Luton. Le conseil municipal de Luton en est l'actionnaire majoritaire.
  - Par conséquent, "London Luton Airport Operations Limited" a été ajouté à la liste de l'annexe 3. (Voir l'entité n° C.3 de l'annexe 3 de la pièce jointe B.)
- 5) Insertion de "Manchester Airports Holdings Limited"
  - Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - "Manchester Airports Holdings Limited" est le plus grand exploitant aéroportuaire du Royaume-Uni. Cette société exploite les aéroports de Manchester, de Londres Stansted et d'East Midland. Son capital est partagé entre des actionnaires publics et privés. Parmi les actionnaires publics, mentionnons le conseil municipal de Manchester (35,5%) et les neuf autres administrations locales du Grand Manchester (29%).
  - Par conséquent, "Manchester Airports Holdings Limited" a été ajouté à la liste de l'annexe 3. (Voir l'entité n° C.4 de l'annexe 3 de la pièce jointe B.)
- 6) Insertion de "Cornwall Airport Limited"
  - Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - "Cornwall Airport Ltd" exploite l'aéroport de Cornwall et est la propriété du conseil municipal de Cornwall.
  - Par conséquent, "Cornwall Airport Ltd" a été ajouté à la liste de l'annexe 3. (Voir l'entité n° C.5 de l'annexe 3 de la pièce jointe B.)

#### **D. INSTALLATIONS PORTUAIRES MARITIMES OU INTÉRIEURES OU AUTRES TERMINAUX**

- 1) Suppression de "British Waterways Board"
  - Fondement juridique: article XIX:1 a) de l'AMP de 2012
  - Les actifs et les fonctions d'origine législative du "British Waterways Board" (Conseil des voies navigables du Royaume-Uni) ont été transférés au Canal and River Trust en vertu de l'Ordonnance de 2012 sur le transfert des fonctions du Conseil des voies navigables du Royaume-Uni. Le Canal and River Trust est une fiducie de bienfaisance qui n'est pas soumise au contrôle ou à l'influence de l'État.
  - Par conséquent, "British Waterways Board" a été supprimé de la liste de l'annexe 3.

#### **E. ENTITÉS CONTRACTANTES DANS LE DOMAINE DES SERVICES DE CHEMIN DE FER URBAINS, DE TRAMWAY, DE TROLLEY OU D'AUTOBUS**

- 1) Suppression de "London Regional Transport"  
Insertion de "London Bus Services Limited"
  - Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - La Loi de 1999 sur l'Autorité administrative du Grand Londres prévoyait le transfert progressif des fonctions de l'entité "London Regional Transport" (service de transport régional de Londres) et sa suppression. Les fonctions relatives aux services de transport par autobus ont été transférées à "London Bus Services Limited", une filiale de "Transport for London".
  - Par conséquent, "London Regional Transport" a été supprimé de la liste de l'annexe 3 et "London Bus Services Ltd" y a été ajouté. "Transport for London" figurait déjà sur la liste de l'annexe 3. (Voir les entités n° E.1 et n° E.3 de l'annexe 3 de la pièce jointe B.)
- 2) Suppression de "Strathclyde Passenger Transport Executive"  
Insertion de "Strathclyde Partnership for Transport"
  - Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - En vertu de l'Ordonnance de 2006 sur le transfert au partenariat de transport de l'ouest de l'Écosse des fonctions de l'Autorité de transport de voyageurs de Strathclyde et de l'organisme gestionnaire du transport de voyageurs de Strathclyde, l'entité "Strathclyde Passenger Transport Executive" (l'organisme gestionnaire du transport de voyageurs de Strathclyde) a cessé ses activités. En vertu des pouvoirs conférés par la Loi de 2005 sur les transports (Écosse), le "Strathclyde Partnership for Transport" (Partenariat de transport de Strathclyde) a été créé comme l'un des sept partenariats de transport régionaux d'Écosse.
  - Par conséquent, "Strathclyde Passenger Transport Executive" a été supprimé de la liste de l'annexe 3 et "Strathclyde Partnership for Transport" y a été ajouté. (Voir l'entité n° E.5 de l'annexe 1 de la pièce jointe B.)
- 3) Suppression de "Greater Manchester Passenger Transport Executive"  
Insertion de "Transport for Greater Manchester"
  - Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - En vertu de l'Ordonnance de 2011 sur l'Autorité conjointe du Grand Manchester, l'entité "Greater Manchester Passenger Transport Executive" (Autorité de transport de voyageurs du Grand Manchester) a été supprimée et remplacée par "Transport for Greater Manchester", une entité publique qui est l'organisme d'exécution de la "Greater Manchester Combined Authority" (Autorité conjointe du Grand Manchester).
  - Par conséquent, "Greater Manchester Passenger Transport Executive" a été supprimé de la liste de l'annexe 3 et "Transport for Greater Manchester" y a été ajouté. (Voir l'entité n° E.6 de l'annexe 3 de la pièce jointe B.)
- 4) Suppression de "Tyne and Wear Passenger Transport Executive"  
Insertion de "Tyne and Wear Passenger Transport (trading as "Nexus")"
  - Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
  - La "Tyne and Wear Passenger Transport Executive" (Autorité de transport de voyageurs de Tyne et Wear) a changé son image de marque en 1996 et est actuellement connue sous l'appellation commerciale de "Nexus". Elle est dirigée

et exploitée par la "North East Combined Authority" (Autorité conjointe du Nord-Est).

- Par conséquent, "Tyne and Wear Passenger Transport" a été supprimé de la liste de l'annexe 3 et "Tyne and Wear Transport (trading as "Nexus")" y a été ajouté. (Voir l'entité n° E.7 de l'annexe 3 de la pièce jointe B.)

5) Suppression de "Brighton Borough Council"

Insertion de "Brighton and Hove City Council"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- En vertu de l'Ordonnance de 1995 sur la restructuration du Sussex de l'Est (villes de Brighton et de Hove), le "Brighton Borough Council" (conseil municipal de Brighton) a été supprimé et ses fonctions ont été transférées au conseil de l'agglomération de Brighton et de Hove, qui a obtenu le statut de ville au titre de l'acte constitutif du 31 janvier 2001.
- Par conséquent, "Brighton Borough Council" a été supprimé de la liste de l'annexe 3 et "Brighton and Hove City Council" y a été ajouté. (Voir l'entité n° E.8 de l'annexe 3 de la pièce jointe B.)

6) Suppression de "South Yorkshire Supertram Limited"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'entité "South Yorkshire Supertram Limited" avait par erreur été inscrite sur la liste de l'annexe 3 du Royaume-Uni. Elle a été privatisée en décembre 1997.
- Par conséquent, "South Yorkshire Supertram Limited" a été supprimé de la liste de l'annexe 3.

7) Suppression de "A person who holds a road service licence under section 4(1) of the Transport Act (Northern Ireland) 1967 which authorises him to provide a regular service within the meaning of that licence"

Insertion de "A person who holds a bus operator's licence under section 4(1) of the Transport Act (Northern Ireland) 1967 which authorises him to provide a regular service within the meaning of that licence"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- À l'article 4 1) de la Loi de 1968 sur les transports (Irlande du Nord), l'expression "road service licence" (licence de service routier) a été remplacée par "bus operator's licence" (licence de transport par autobus) en vertu de l'article 18 1) de la Loi de 2011 sur les transports (Irlande du Nord).
- Par conséquent, "A person who holds a road service licence under section 4(1) of the Transport Act (Northern Ireland) 1967 which authorises him to provide a regular service within the meaning of that licence" a été supprimé de la liste de l'annexe 3, et "A person who holds a bus operator's licence under section 4(1) of the Transport Act (Northern Ireland) 1967 which authorises him to provide a regular service within the meaning of that licence" y a été ajouté. (Voir l'entité n° E.12 de l'annexe 3 de la pièce jointe B.)

## **F. ENTITÉS CONTRACTANTES DANS LE DOMAINE DES SERVICES DE TRANSPORT FERROVIAIRE**

1) Suppression de "Eurotunnel plc"

- Fondement juridique: article XIX:1 b) de l'AMP de 2012
- L'entité "Eurotunnel plc" avait été inscrite par erreur sur la liste de l'annexe 3 du Royaume-Uni. En 2008, la société a cessé d'exister au terme d'une restructuration financière. Le tunnel sous la Manche est actuellement exploité par une coentreprise constituée de Channel Tunnel Group Ltd et de Trans Manche S.A.
- Par conséquent, "Eurotunnel plc" a été supprimé de la liste de l'annexe 3.

## **ANNEXE 7 – NOTES GÉNÉRALES**

1) Correction des erreurs typographiques suivantes:

- remplacer "South Teeside" par "South Teesside" (voir l'entité n° 1.1.2 de la liste des unités territoriales de l'annexe 7);
- remplacer "Antrim and Newtonabbey" par "Antrim and Newtownabbey" (voir l'entité n° 12.1.8 de la liste des unités territoriales de l'annexe 7); et
- remplacer "Lisburn and Castelreagh" par "Lisburn and Castlereagh" (voir l'entité n° 12.1.9 de la liste des unités territoriales de l'annexe 7).

**Renseignements concernant les conséquences probables de la modification pour le champ d'application mutuellement convenu prévu par l'Accord:**

Conformément à l'article XIX:1 b) de l'AMP de 2012, le Royaume-Uni peut confirmer que les modifications proposées n'entraînent pas une diminution globale du champ d'application mutuellement convenu prévu par l'AMP de 2012.

**Pièces jointes<sup>1</sup>:**

- La pièce jointe A du présent document indique (en caractères gras, en texte barré ou en texte souligné) les modifications projetées aux pages correspondantes des Annexes 1, 2, 3 et 7 de l'Appendice I concernant le Royaume-Uni au titre de l'AMP de 2012.
- La pièce jointe B contient les pages en question telles qu'elles se présenteront après les modifications.

---

<sup>1</sup> Les pièces jointes A et B sont en anglais seulement.



## ATTACHMENT A

## ANNEX 1

## CENTRAL GOVERNMENT ENTITIES

## Thresholds:

Goods	SDR 130,000
Services	SDR 130,000
Construction Services	SDR 5,000,000

List of entities<sup>±</sup>:

## 1 THE CENTRAL GOVERNMENT CONTRACTING AUTHORITIES OF THE UNITED KINGDOM

1. For the goods, services, suppliers and service providers of the European Union, Liechtenstein, Switzerland, Iceland, Norway, ~~the Kingdom of the~~ the Netherlands with respect to Aruba, procurement by all central government contracting authorities of the United Kingdom. The list below is indicative.

2. For the goods, services, suppliers and service providers of Israel; Montenegro; the Republic of Moldova; Ukraine; the United States; Canada; Japan; Hong Kong, China, Singapore; Korea; Armenia; the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; New Zealand and Australia, procurement by the following central government contracting authorities.

## 2 LIST OF CENTRAL GOVERNMENT CONTRACTING AUTHORITIES

**1. Attorney General's Office:****1.1. Government Legal Department.****2.1. 2. Cabinet Office:**

~~2.1.1.~~ Office of the Parliamentary Counsel;

**2.2. Central Office of Information;****2.2. Boundary Commission for England;****2.3. Crown Commercial Service.****2.3. 3. Charity Commission;****2.4. 4. Crown Estate Commissioners -- Vote Expenditure Only;****2.5. 5. Crown Prosecution Service;****2.6. 6. Department for Business, Energy and ~~Regulatory Reform~~ Industrial Strategy;****2. 6.1. Competition Commission; Appeal Tribunal;****2.6.2. Gas and Electricity Consumers' Council;****2. 6.3. 2. Competition and Markets Authority;****6.3. Competition Service;****6.4. Intellectual Property Office;****6.5. Nuclear Decommissioning Authority;****6.6. Meteorological Office (known as "Met Office");**

6.7. Office of Manpower Economics.;

**6.8. Oil and Gas Authority;****6.9. UK Research and Innovation.****2.7. 7. Department for Children, Schools and Families; Education:****7.1. Office for Students.****2.8. 8. Ministry of Housing, ~~Department of~~ Communities and Local Government;****2.8.1. Rent Assessment Panels.****2.9. 9. Department for Digital, Culture, Media and Sport:**

<sup>±</sup>Where the functions of an entity listed in this Annex have been or are transferred to another entity, which is itself a contracting authority, the successor entity shall be deemed to be included in this Annex.

APPENDIX I	THE UNITED KINGDOM	ANNEX 1	Page 2/6
	<p><b><u>9.1. Arts Council England;</u></b>  <del>9.1. 9.2.</del> British Library;  <del>2.9.2 9.3.</del> British Museum;  <del>2.9.3. Commission for Architecture and the Built Environment;</del>  <del>2.9.4.</del> The Gambling Commission;  <del>2.9.5</del> Historic Buildings and Monuments Commission for England (<b><u>known as "Historic England"; English Heritage;</u></b>  <del>2.9.6.</del> Imperial War Museum;  <del>2.9.7. Museums, Libraries and Archives Council;</del>  <del>2.9.8.9.7.</del> National Gallery;  <del>2.9.9.8.</del> National Maritime Museum;  <del>2.9.10.9.</del> National Portrait Gallery;  <del>2.9.10.</del> Natural History Museum;  <del>2.9.12.9.11.</del> <b><u>Board of Trustees of the Science Museum (known as "Science Museum Group");</u></b>  <del>2.9.13.12.</del> Tate Gallery;  <del>2.9.14.13.</del> Victoria and Albert Museum;  <del>2.9.15.14.</del> Wallace Collection.</p> <p><del>2.10.</del> Department for Environment, Food and Rural Affairs:  <del>2.10.1. Agricultural Dwelling House Advisory Committees;</del>  <del>2.10.2. Agricultural Land Tribunals;</del>  <del>2.10.1. Natural England;</del>  <del>10.3. Agricultural Wages Board and Committees</del>  <del>2.10.4. Cattle Breeding Centre;</del>  <del>2.10.5. Countryside Agency;</del>  <del>2.10.6.2.</del> Plant Variety Rights Office;  <del>2.10.7.3.</del> Royal Botanic Gardens, Kew.  <del>2.10.8. Royal Commission on Environmental Pollution.</del></p> <p><del>2.11.11.</del> Department of Health <b><u>and Social Care:</u></b>  <del>2.11.1.1. Dental Practice Board NHS Business Services Authority;</del>  <del>11.2. NHS Commissioning Board; (known as "NHS England");</del>  <del>2.11.2. National Health Service Strategic Health Authorities;</del>  <del>2.11.3.</del> NHS Trusts  <del>2.11.4. Prescription Pricing Authority.</del></p> <p><del>12. Department for Innovation, Universities and Skills:</del>  <del>2.11.11.4. NHS Foundation Trusts</del>  <del>12.1. Higher Education Funding Council for England;</del>  <del>12.2. National Weights and Measures Laboratory;</del>  <del>12.3. Patent Office.</del>  <del>Department for International Development;</del></p> <p><del>2.13.</del> Department for International <b><u>Development Trade;</u></b></p> <p><del>2.14. Department of the Procurator General and Treasury Solicitor:</del>  <del>2.14.1. Legal Secretariat to the Law Officers.</del></p> <p><del>2.15. 13.</del> Department for Transport:  <del>2.15. 13.1.</del> Maritime and Coastguard Agency.  <del>13.2.</del> <b>Highways England Company Ltd (known as "Highways England")</b></p> <p><del>2.16. 14.</del> Department for Work and Pensions:  <del>2.16.1. Disability Living Allowance Advisory Board;</del>  <del>2.16.2. Independent Tribunal Service;</del>  <del>2.16.3. Medical Boards and Examining Medical Officers War Pensions;</del>  <del>2.16.4. Occupational Pensions Regulatory Authority;</del>  <del>2.16.5. Regional Medical Service;</del>  <del>2.16.6. 14.1 Office for Nuclear Regulation;</del>  <del>14.2. Pensions Regulator;</del>  <del>14.3.</del> Social Security Advisory Committee.</p> <p><del>2.17. 15.</del> Export Credits Guarantee Department (<b><u>known as "UK Export Finance";</u></b>  <del>2.18. 16.</del> Foreign <del>and</del>, Commonwealth <del>and</del> <b><u>Development Office;</u></b>  <del>2.18-16.1.</del> Wilton Park <del>Conference Centre.</del></p> <p><del>2.19. 17.</del> Government Actuary's Department;  <del>2.20. 18.</del> Government Communications Headquarters;</p>		

APPENDIX I	THE UNITED KINGDOM	ANNEX 1	Page 3/6
2.21.	<u>19.</u>	Home Office:	
<del>2.21</del>	<del>19.1.</del>	<del>HM Inspectorate of Constabulary</del> <b><u>and Fire &amp; Rescue Services.</u></b>	
<del>2.22.</del>	<del>20.</del>	<del>Corporate Officer of the</del> House of Commons;	
<del>2.23.</del>	<del>21.</del>	<del>Corporate Officer of the</del> House of Lords;	
<del>2.24.</del>	<del>22.</del>	Ministry of Defence:	
<del>24.22.1.</del>	<del>Defence Equipment &amp; Support;</del>		
<del>24.2.</del>	<del>Meteorological Office.</del>		
<b>25.23.</b>	Ministry of Justice:		
<del>2.25</del>	<del>23.1.</del>	<del>Boundary Commission for England;</del>	
<del>2.25.2.</del>	<del>Combined Tax Tribunal;</del>		
<del>2.25.3.</del>	<del>Council on Tribunals;</del>		
<del>2.25.4.</del>	<del>Court of Appeal—</del>	<b><u>Criminal; (England and Wales);</u></b>	
<del>23.2.</del>	<del>25.5.</del>	<del>Employment Appeals Tribunal;</del>	
<del>2.25.6.</del>	<del>23.3.</del>	<del>Employment Tribunals;</del>	
<del>2.25.7.</del>	<del>HMCS Regions, Crown, County and Combined Courts—</del>	<del>England and Wales;</del>	
<del>2.25.8.</del>	<del>Immigration Appellate Authorities;</del>		
<del>2.25.9.</del>	<del>Immigration Adjudicators;</del>		
<del>2.25.10.</del>	<del>Immigration Appeals</del>	<b><u>23.4. First-tier Tribunal;</u></b>	
<del>2.25.11.</del>	<del>Lands Tribunal;</del>		
<del>2.25.12.</del>	<del>23.5.</del>	<del>Her Majesty's Courts and Tribunals Service;</del>	
<del>25.23.126.</del>	<del>Law Commission;</del>		
<del>2.25.13.</del>	<del>23.7.</del>	<del>Legal Aid Fund -</del> <b><u>Agency</u></b> – England and Wales;	
<del>2.25.14.</del>	<del>23.8.</del>	<del>Office of the Social Security Commissioners</del> <b><u>Official Solicitor to the Senior Courts and the Public Trustee;</u></b>	
<del>2.25.15.</del>	<del>23.9.</del>	<del>Office of the Public Guardian;</del>	
<del>23.10.</del>	<del>Parole Board</del> <b><u>and Local Review Committees;</u></b>		
<del>2.25.16.</del>	<del>Pensions Appeal Tribunals;</del>		
<del>2.25.17.</del>	<del>Public Trust Office;</del>		
<del>25.14.</del>	<del>Office of the Social Security Commissioners;</del>		
<del>2.25.18.</del>	<del>23.11.</del>	<del>UK Supreme Court Group—</del> <b><u>England and Wales;;</u></b>	
<del>2.25.19.</del>	<del>Transport—</del>	<b><u>23.12. Upper Tribunal.</u></b>	
<del>2.26.</del>	<del>24.</del>	<del>The National Archives;</del>	
<del>2.27.</del>	<del>25.</del>	<del>National Audit Office;</del>	
<del>2.28.</del>	<del>26.</del>	<del>National Savings and Investments;</del>	
<del>2.29.</del>	<del>National School of Government;</del>		
<del>2.30.</del>	<del>27.</del>	<del>Northern Ireland Assembly Commission;</del>	
<del>2.31.</del>	<del>28.</del>	<del>Northern Ireland Court Service</del> <b><u>Ministers;</u></b>	
<del>2.31.1.</del>	<del>28.1.</del>	<del>Agricultural Wages Board for Northern Ireland;</del>	
	<del>28.2.</del>	<del>Attorney General for Northern Ireland;</del>	
	<del>28.3.</del>	<del>Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs;</del>	
	<del>28.4.</del>	<del>Department for Communities;</del>	
	<del>28.5.</del>	<del>Department for the Economy;</del>	
	<del>28.5.1</del>	<del>Consumer Council Northern Ireland (with respect only to the functions transferred from the National Consumer Council which were themselves transferred from the Gas and Electricity Consumer Council).</del>	
	<del>28.6.</del>	<del>Department of Education;</del>	
	<del>28.7.</del>	<del>Department of Finance;</del>	
	<del>28.8.</del>	<del>Department of Health;</del>	
	<del>28.9.</del>	<del>Department for Infrastructure;</del>	
	<del>28.10.</del>	<del>Department of Justice;</del>	
	<del>28.10.1.</del>	<del>Coroners</del> <b><u>Courts Service;</u></b>	
	<del>28.10.2.</del>	<del>31.2.</del> County Courts;	
<del>2.31</del>	<del>28.10.3.</del>	<del>Court of Appeal and High Court of Justice in Northern Ireland;</del>	
<del>2.31</del>	<del>28.10.4.</del>	<del>Crown Court;</del>	
<del>2.31</del>	<del>28.10.5.</del>	<del>Enforcement of Judgements Office;</del>	
<del>2.31</del>	<del>28.10.6.</del>	<del>Forensic Science Northern Ireland;</del>	
	<del>28.10.7.</del>	<del>Legal Aid Fund</del> <b><u>Service Agency Northern Ireland;</u></b>	
<del>2.31.7.</del>	<del>28.10.8.</del>	<del>Magistrates' Courts;</del>	

APPENDIX I	THE UNITED KINGDOM	ANNEX 1	Page 4/6
<del>2.31-8.</del>	<del>28.10.9.</del>	Pensions Appeals Tribunals.	
<del>2.32.</del>	<del>Northern Ireland, Department for Employment and Learning;</del>		
<del>2.33.</del>	<del>Northern Ireland, Department for Regional Development;</del>		
<del>2.34.</del>	<del>(Northern Ireland, Department for Social Development);</del>		
<del>2.35.</del>	<del>28.10.10. Police Service of Northern Ireland, Department of Agriculture and Rural Development;</del>		
<del>2.36.</del>	<del>28.10.11. Probation Board for Northern Ireland, Department of Culture, Arts and Leisure;</del>		
<del>2.37.</del>	<del>Northern Ireland, Department of Education;</del>		
<del>2.38.</del>	<del>Northern Ireland, Department of Enterprise, Trade and Investment;</del>		
<del>2.39.</del>	<del>Northern Ireland, Department of the Environment;</del>		
<del>2.40.</del>	<del>28.10.12. Office of the Social Security Commissioners and Child Support Commissioners (Northern Ireland, Department of Finance and Personnel);</del>		
	<del>28.10.13. State Pathologist's Department.</del>		
	<del>28.11. Executive Office.</del>		
<del>2.41.</del>	<del>29. Northern Ireland, Department of Health, Social Services and Public Safety; Office;</del>		
<del>2.42.</del>	<del>Northern Ireland, Office of the First Minister and Deputy First Minister;</del>		
<del>2.43.</del>	<del>Northern Ireland Office;</del>		
<del>2.43.1.</del>	<del>Crown Solicitor's Office;</del>		
<del>2.43.2.</del>	<del>Department of the Director of Public Prosecutions for Northern Ireland;</del>		
<del>2.43.3.</del>	<del>Forensic Science Laboratory of Northern Ireland;</del>		
<del>2.43.4.</del>	<del>29.1. Office of the Chief Electoral Officer for Northern Ireland;</del>		
	<del>29.2.43.5. Police Public Prosecution Service of Northern Ireland;</del>		
	<del>2.43.6. Probation Board for Northern Ireland;</del>		
	<del>2.43.7. State Pathologist Service.</del>		
<del>2.44.</del>	<del>Office of Fair Trading;</del>		
<del>2.45</del>	<del>30. Office for National Statistics:</del>		
	<del>2.4530.1. National Health Service Central Register.</del>		
	<del>Office of the 31. Parliamentary Commissioner for Administration Works Sponsor Body;</del>		
<del>2.46.</del>	<del>32. Parliamentary and Health Service Commissioners Ombudsman;</del>		
<del>2.47.</del>	<del>Paymaster General's Office;</del>		
<del>2.48</del>	<del>33. Postal Business business of the Post Office;</del>		
<del>2.49</del>	<del>34. Privy Council Office;</del>		
<del>2.50.</del>	<del>Public Record Office;</del>		
<del>35.</del>	<del>Restoration and Renewal Delivery Authority Ltd</del>		
<del>2.51</del>	<del>36. HM Revenue and Customs;</del>		
	<del>2.51.1. The Revenue and Customs Prosecutions Office.</del>		
<del>2.52</del>	<del>37. Royal Hospital, Chelsea;</del>		
<del>2.53</del>	<del>38. Royal Mint;</del>		
<del>2.54</del>	<del>39. Rural Payments Agency;</del>		
<del>2.55</del>	<del>40. Scotland, Auditor-General;</del>		
<del>2.56</del>	<del>41. Scotland, Crown Office and Procurator Fiscal Service;</del>		
<del>2.57.</del>	<del>Scotland, General Register Office;</del>		
<del>2.58</del>	<del>42. Scotland, National Records of Scotland</del>		
<del>2.59</del>	<del>43. Scotland, Queen's and Lord Treasurer's Remembrancer;</del>		
<del>2.59</del>	<del>44. Scotland, Registers of Scotland;</del>		
<del>2.60.</del>	<del>45. The Scotland Office;</del>		
<del>2.61.</del>	<del>46. The Scottish Ministers:</del>		
<del>2.61</del>	<del>46.1. Architecture and Design Scotland;</del>		
<del>2.61</del>	<del>46.2. Crofters Crofting Commission;</del>		
<del>2.61</del>	<del>46.3. Deer Commission for Scotland;</del>		
<del>2.61</del>	<del>4. Lands Tribunal for Scotland;</del>		
<del>2.61</del>	<del>5. 46.4. National Galleries of Scotland;</del>		
<del>2.61</del>	<del>6. 46.5. National Library of Scotland;</del>		
<del>2.61</del>	<del>7. 46.6. National Museums of Scotland;</del>		
<del>2.61</del>	<del>8. 46.7. Royal Botanic Garden, Edinburgh;</del>		
	<del>2.61.9. 46.8. Scottish Courts and Tribunals Service</del>		

APPENDIX I	THE UNITED KINGDOM	ANNEX 1	Page 5/6
------------	--------------------	---------	----------

- 46.9. Scottish Further and Higher Education Funding Council;  
46.10. Scottish Law Commission;  
46.11. Special Health Boards;  
46.12. Health Boards;  
46.13. The Office of the Accountant of Court;  
46.14. High Court of Justiciary;  
46.15. Court of Session;  
46.16. HM Inspectorate of Constabulary;  
46.17. Parole Board for Scotland;  
46.18. Pensions Appeal Tribunals (Scotland);  
46.19. Scottish Land Court;  
46.20. Sheriff Courts;  
46.21. Scottish Natural Heritage;  
46.22. Scottish Police Authority;  
46.23. First-tier Tribunal for Scotland;  
46.24. Upper Tribunal for Scotland;  
46.25. Historic Environment Scotland.  
47. The Scottish Parliamentary Corporate Body;  
48. HM Treasury;  
48.1. United Kingdom Debt Management Office.  
49. The Wales Office - Office of the Secretary of State for Wales;  
50. The Welsh Ministers;  
50.1. Agricultural Dwelling House Advisory Committees (Wales);  
50.2. Agricultural Land Tribunal for Wales;  
50.3. Higher Education Funding Council for Wales;  
50.4. Local Democracy and Boundary Commission for Wales;  
50.5. Rent Assessment Committee (Wales);  
50.6. The Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of  
Scotland/Wales;  
~~2.61.10. Scottish Further and Higher Education Funding Council;~~  
~~2.61.11. Scottish Law Commission;~~  
~~2.61.12. Community Health Partnerships;~~  
~~2.61.13. Special Health Boards;~~  
~~2.61.14. Health Boards;~~  
~~2.61.15. The Office of the Accountant of Court;~~  
~~2.61.16. High Court of Justiciary;~~  
~~2.61.17. Court of Session;~~  
~~2.61.18. HM Inspectorate of Constabulary;~~  
~~2.61.19. Parole Board for Scotland;~~  
~~2.61.20. Pensions Appeal Tribunals;~~  
~~2.61.21. Scottish Land Court;~~  
~~2.61.22. Sheriff Courts;~~  
~~2.61.23. Scottish Police Services Authority;~~  
~~2.61.24. Office of the Social Security Commissioners;~~  
~~2.61.25. The Private Rented Housing Panel and Private Rented Housing~~  
~~Committees;~~  
~~2.61.26. Keeper of the Records of Scotland;~~  
~~2.62. The Scottish Parliamentary Body Corporate;~~  
~~2.63. HM Treasury;~~  
~~2.63.1. Office of Government Commerce;~~  
~~2.63.2. United Kingdom Debt Management Office.~~  
~~2.64. The Wales Office - Office of the Secretary of State for Wales;~~  
~~2.65. The Welsh Ministers;~~  
~~2.65.1. Higher Education Funding Council for Wales;~~  
~~2.65.2. Local Government Boundary Commission for Wales;~~  
~~2.65.3. The Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of Wales;~~  
~~2.65.4. 50.7. Valuation Tribunals Tribunal for Wales;~~  
~~2.65.5. 50.8. Welsh National Health Service Trusts and Local Health Boards;~~  
~~2.65.6. Welsh Rent Assessment Panels;~~

**Notes to Annex 1**

1. The following shall not be considered as covered procurement:
  - a. procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
  - b. procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered by this Agreement in regard of suppliers and services providers from the United States and Canada;

until such time as the United Kingdom has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for the United Kingdom goods, suppliers, services and service providers to their own procurement markets.

2. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea, the US and Australia in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises as defined in Regulation 112(4) of the Public Contracts Regulations 2015, until such time as the United Kingdom accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.
3. "Contracting authorities of the United Kingdom" covers also any subordinated entity of any contracting authority of the United Kingdom provided it does not have separate legal personality.
4. As far as procurement by entities in the field of defence and security is concerned, only non-sensitive and non-warlike materials contained in the list attached to Annex 4 are covered.

**ANNEX 2**

## SUB-CENTRAL GOVERNMENT ENTITIES

**Thresholds:**

Goods	SDR 200,000
Services	SDR 200,000
Construction Services	SDR 5,000,000

**List of Entities:**

5. All regional or local contracting authorities.
  - a. All contracting authorities of the administrative units falling under Territorial Units 1, 2 and 3 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7.
  - c. For the purposes of the Agreement, "Regional contracting authorities" shall be understood as contracting authorities of the administrative units falling under Territorial Units 1 and 2 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7.
  - d. For the purposes of the Agreement, "Local contracting authorities" shall be understood as contracting authorities of the administrative units falling under Territorial Unit 3 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7 and smaller administrative units.
6. All contracting authorities which are bodies governed by public law, for England, Wales and Northern Ireland, as defined by the Public Contracts Regulations 2015 and, for Scotland, the Public Contracts (Scotland) Regulations 2015.
  - a. "Bodies governed by public law" as defined by the Public Contracts Regulations 2015 means any bodies that have all of the following characteristics:
    - i. they are established for the specific purpose of meeting needs in the general interest, not having an industrial or commercial character;
    - ii. they have legal personality; and
    - iii. they have any of the following characteristics:
      - a) they are financed, for the most part, by the State, regional or local authorities, or by other bodies governed by public law;
      - b) they are subject to management supervision by those authorities or bodies; or
      - c) they have an administrative, managerial or supervisory board; more than half of whose members are appointed by the State, regional or local authorities or by other bodies governed by public law.
  - e. "Body governed by public law" as defined by the Public Contracts (Scotland) Regulations 2015 means a body that has legal personality, is established for the specific purpose of meeting needs in the general interest, not having an industrial or commercial character and which:
    - i. is financed for the most part by the State, regional or local authorities, or by any other body governed by public law;

APPENDIX I	THE UNITED KINGDOM	ANNEX 2	Page 2/4
------------	--------------------	---------	----------

- ii. is subject to management supervision by any such authority or body; or
- iii. has an administrative, managerial or supervisory board more than half the members of which were appointed by any body referred to in sub-paragraph i.
- f. An indicative list of contracting authorities which are bodies governed by public law follows.

#### **INDICATIVE LISTS OF CONTRACTING AUTHORITIES WHICH ARE BODIES GOVERNED BY PUBLIC LAW**

##### **Bodies:**

- ~~1. Design Council;~~
- ~~21. Health and Safety Executive;~~
- ~~3. National Research Development Corporation;~~
- ~~4. Public Health Laboratory Service Board;~~
- ~~52. Advisory, Conciliation and Arbitration Service;~~
- ~~6. Commission for the New Towns;~~
- ~~3. 7. National Homes England;~~
- ~~4. NHS Blood Authority and Transplant Service~~
- ~~8. National Rivers Authority;~~
- ~~5. 9. Environment Agency;~~
- ~~6. Scottish Enterprise;~~
- ~~7. 10. Ordnance Survey Limited;~~
- ~~8. 11. Financial Services Conduct Authority.~~

##### **Categories:**

- 1. Maintained schools;
- 2. Universities and colleges financed for the most part by other contracting authorities;
- 3. National Museums and Galleries;
- ~~4. Research Councils;~~
- ~~5. Fire and Rescue Authorities;~~
- ~~6. National Health Service Strategic Health Authorities;~~
- ~~5. 7. Clinical Commissioning Groups~~
- ~~6. Police Authorities;~~
- ~~7. 8. Police and Crime Commissioners;~~
- 8. New Town Development Corporations;
- 9. Urban Development Corporations.
- 10. Local authorities including unitary authorities, county councils, district councils, metropolitan district councils, London boroughs and the City of London;**
- 11. National Park Authorities;**
- 12. Registered providers of social housing.**

##### **Notes to Annex 2**

- 7. The following shall not be considered as covered procurement:
  - a. procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of suppliers, services and service providers from the United States;
  - g. procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
  - h. procurement by cities-regions listed under Territorial Units 1 and 2 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7, local procuring entities and bodies governed by public



law covered under this Annex in regard of goods, services, suppliers and service providers from Canada;

- i. procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered by this Agreement in regard of suppliers and service providers from the United States and Canada;
- j. procurement between 200,000 SDR and 355,000 SDR by procuring entities covered under this Annex of goods and services for suppliers and service providers from Canada;
- k. procurement by local contracting authorities (contracting authorities of administrative units listed under Territorial Unit 3 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7 and smaller administrative units) in regard of goods, services, suppliers and service providers from New Zealand;
- l. procurement by contracting authorities of administrative units listed under Territorial Units 1 and 2 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7, in regard of goods, services, suppliers and service providers from New Zealand, unless their procurement is covered under the United Kingdom Annex 3;
- m. procurement by regional and local contracting authorities (contracting authorities of administrative units listed under Territorial Units 2 and 3 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7 and smaller administrative units) in regard of goods, services, suppliers and service providers from Australia;
- n. procurement between 200,000 SDR and 355,000 SDR by regional contracting authorities and between 200,000 SDR and 400,000 SDR for bodies governed by public law covered under this Annex of goods and services for suppliers and service providers from Australia;
- b. procurement by procuring entities covered under this Annex of:
  - i. motor vehicles, as described in the Chapters of the Combined Nomenclature (CN) specified below:

<b>CN Chapter</b>	<b>Description</b>
8. 8702	Motor vehicles for the transport of ten or more persons, including the driver;
9. 8703	Motor cars and other motor vehicles principally designed for the transport of persons (other than those of heading 8702), including station wagons and racing cars;
10. 8704	Motor vehicles for the transport of goods;
11. 8705	Special purpose motor vehicles, other than those principally designed for the transport of persons or goods (for example, breakdown lorries, crane lorries, fire fighting vehicles, concrete-mixer lorries, road sweeper lorries, spraying lorries, mobile workshops, mobile radiological units);
12. 8711	Motorcycles (including mopeds) and cycles fitted with an auxiliary motor, with or without side-cars; side cars;
13. 8713	Carriages for disabled persons, whether or not motorised or otherwise mechanically propelled.

- ii. components for motor vehicles, as described in the Chapters of the Combined Nomenclature (CN) specified below:

APPENDIX I	<b>THE UNITED KINGDOM</b>	ANNEX 2	Page 4/4
------------	---------------------------	---------	----------

<b>CN Chapter</b>	<b>Description</b>
14. 8706 00	Chassis fitted with engines, for the motor vehicles of headings 8701 to 8705;
15. 8707	Bodies (including cabs), for the motor vehicles of headings 8701 to 8705;
16. 8708	Parts and accessories of the motor vehicles of headings 8701 to 8705;
17. 8714	Parts and accessories of vehicles of headings 8711 to 8713;
18. 8716	Trailers and semi-trailers; other vehicles, not mechanically propelled; parts thereof.

in regard of suppliers and service providers from Australia.

until such time as the United Kingdom has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access to United Kingdom goods, suppliers, services and service providers to their own procurement markets.

2. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea, the US and Australia in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises as defined in Regulation 112(4) of the Public Contracts Regulations 2015, until such time as the United Kingdom accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.
3. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting the award of contracts by entities listed under Annex 2 paragraph 2, until such time as the United Kingdom accepts that they have completed coverage of sub-central entities.
4. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting that award of contracts by United Kingdom entities, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by these Parties.

**ANNEX 3**

## OTHER ENTITIES

**Thresholds:**

Goods	SDR 400,000
Services	SDR 400,000
Construction Services	SDR 5,000,000

**List of Entities:**

5. All utilities whose procurement is covered by the Utilities Contracts Regulations 2016 and the Utilities Contracts (Scotland) Regulations 2016 which are contracting authorities (e.g. those covered under Annex 1 and Annex 2) or public undertakings<sup>3</sup> and which have as one of their activities any of those referred to below or any combination thereof:
  - a. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of drinking water or the supply of drinking water to such networks;
  - b. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of electricity or the supply of electricity to such networks;
  - c. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of gas or the supply of gas to such networks;
  - d. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of heat or the supply of heat to such networks;
  - e. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of steam or the supply of steam to such networks;
  - f. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of cold or the supply of cold to such networks;
  - g. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of power or the supply of power to such networks;
  - h. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of energy or the supply of energy to such networks;
  - i. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of telecommunications or the supply of telecommunications to such networks;
  - j. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of data or the supply of data to such networks;
  - k. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of information or the supply of information to such networks;
  - l. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of services or the supply of services to such networks;
  - m. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of goods or the supply of goods to such networks;
  - n. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of transport or the supply of transport to such networks;
  - o. the provision of airport or other terminal facilities to carriers by air;
  - p. the provision of maritime or inland port or other terminal facilities to carriers by sea or inland waterway;
  - q. the provision or operation of networks<sup>4</sup> providing a service to the public in the field of transport by urban railway, automated systems, tramway, trolley bus, bus or cable;
  - r. the provision or operation of networks providing a service to the public in the field of transport by railways.<sup>5</sup>
6. Indicative lists of contracting authorities and public undertakings fulfilling the criteria set out above follow.

<sup>3</sup> According to the Utilities Contracts Regulations 2016, a "public undertaking" means any undertaking over which contracting authorities may exercise directly or indirectly a dominant influence by virtue of:

- a) their ownership of that undertaking;
- b) their financial participation in that undertaking; or
- c) the rules which govern that undertaking.

According to the Utilities Contracts (Scotland) Regulations 2016, a "public undertaking" means a person over which one or more contracting authorities are able to exercise, directly or indirectly, a dominant influence by virtue of one or more of the following:

- a) their ownership of that person;
- b) their financial participation in that person;
- c) the rights accorded to them by the rules which govern that person.

According to both the Utilities Contracts Regulations 2016 and the Utilities Contracts (Scotland) Regulations 2016, a dominant influence on the part of contracting authorities is presumed in any of the following cases in which those authorities, directly or indirectly:

- a) hold the majority of the undertaking's subscribed capital;
- b) control the majority of the votes attaching to shares issued by the undertaking;
- c) can appoint more than half of the undertaking's administrative, management or supervisory body.

<sup>4</sup> As regards transport services, a network shall be considered to exist where the service is provided under operating conditions laid down by a competent authority of the United Kingdom such as conditions on the routes to be served, the capacity to be made available or the frequency of the service.

<sup>5</sup> E.g. the provision or operation of networks (within the meaning of footnote 2) providing a service to the public in the field of transport by high-speed or conventional trains.

## INDICATIVE LISTS OF CONTRACTING AUTHORITIES AND PUBLIC UNDERTAKINGS FULFILLING THE CRITERIA LAID DOWN UNDER ANNEX 3

### A. PRODUCTION, TRANSPORT OR DISTRIBUTION OF DRINKING WATER

1. A company holding an appointment as a water undertaker or a sewerage undertaker under the Water Industry Act. 1991;
- ~~2. A water and sewerage authority established by section 62 of the Local Government etc (Scotland) Act. 1994;~~
- ~~2. Scottish Water;~~
- ~~3. The Department for Regional Development (Northern Ireland);~~
- ~~3. Northern Ireland Water.~~

### B. PRODUCTION, TRANSPORT OR DISTRIBUTION OF ELECTRICITY

1. A person licensed under section 6 of the Electricity Act 1989;
2. A person licensed under Article 10(1) of the Electricity (Northern Ireland) Order 1992.
- ~~3. National Grid Electricity Transmission plc;~~
- ~~4. System Operation Northern Ireland Ltd;~~
- ~~5. Scottish & Southern Energy plc;~~
- ~~6. SPT Transmission plc.~~

### C. AIRPORT INSTALLATIONS

1. A local authority which exploits a geographical area for the purpose of providing airport or other terminal facilities to carriers by air;
- ~~2. An airport operator within the meaning of the Airports Act 1986 who has the management of an airport subject to economic regulation under Part IV of that Act;~~
- ~~2. Highland and Islands Airports Limited;~~
- ~~4. An airport operator within the meaning of the Airports (Northern Ireland) Order 1994;~~
- ~~5. BAA Ltd.~~
- ~~3. London Luton Airport Operations Limited;~~
- ~~4. Manchester Airports Holdings Limited;~~
- ~~5. Cornwall Airport Limited.~~

### D. MARITIME OR INLAND PORT OR OTHER TERMINAL FACILITIES

1. A local authority which exploits a geographical area for the purpose of providing maritime or inland port or other terminal facilities to carriers by sea or inland waterway;
2. A harbour authority within the meaning of section 57 of the Harbours Act 1964;
- ~~3. British Waterways Board;~~
- ~~43. A harbour authority as defined by section 38(1) of the Harbours Act (Northern Ireland) 1970.~~

### E. CONTRACTING ENTITIES IN THE FIELD OF URBAN RAILWAY, TRAMWAY, TROLLEYBUS OR BUS SERVICES

- ~~1. London Regional Transport;~~
- ~~1. London Bus Services Limited;~~
2. London Underground Limited;
3. Transport for London;
4. A subsidiary of Transport for London within the meaning of section 424(1) of the Greater London Authority Act 1999;
- ~~5. Strathclyde Passenger Transport Executive;~~
- ~~5. Strathclyde Partnership for Transport;~~
- ~~6. Greater Manchester Passenger Transport Executive;~~
- ~~6. Transport for Greater Manchester;~~
- ~~7. Tyne and Wear Passenger Transport Executive;~~
- ~~7. Tyne and Wear Passenger Transport (trading as "Nexus");~~

~~8. Brighton Borough Council;~~~~8. Brighton and Hove City Council;~~

9. South Yorkshire Passenger Transport Executive;

~~10. South Yorkshire Supertram Limited;~~

10. Blackpool Transport Services Limited;

11. Conwy County Borough Council;

12. A person who provides a London local service as defined in section 179(1) of the Greater London Authority Act 1999 (a bus service) in pursuance of an agreement entered into by Transport for London under section 156(2) of that Act or in pursuance of a transport subsidiary's agreement as defined in section 169 of that Act;

13. Northern Ireland Transport Holding Company;

~~15. A person who holds a road service licence under section 4(1) of the Transport Act (Northern Ireland) 1967 which authorises him to provide a regular service within the meaning of that licence;~~

14. A person who holds a bus operator's licence under section 4(1) of the Transport Act (Northern Ireland) 1967 which authorises him to provide a regular service within the meaning of that licence.

**F. CONTRACTING ENTITIES IN THE FIELD OF RAIL SERVICES**

1. Network Rail plc;

~~2. Eurotunnel plc;~~~~32.~~ Northern Ireland Transport Holding Company;~~43.~~ Northern Ireland Railways Company Limited;

~~54.~~ Providers of rail services which operate on the basis of special or exclusive rights granted by the Department of Transport or any other competent authority.

**Notes to Annex 3**

7. Procurement for the pursuit of an activity listed above when exposed to competitive forces in the market concerned are not covered by this Agreement.

8. This Agreement does not cover procurement by procuring entities included in this Annex:

- a. for the purchase of water and for the supply of energy or of fuels for the production of energy;
- s. for purposes other than the pursuit of their activities as listed in this Annex or for the pursuit of such activities outside of the United Kingdom;
- t. for purposes of re-sale or hire to third parties, provided that the procuring entity enjoys no special or exclusive right to sell or hire the subject of such contracts and other entities are free to sell or hire it under the same conditions as the procuring entity.

9. The supply of drinking water or electricity to networks which provide a service to the public by a procuring entity other than a contracting authority shall not be considered as an activity within the meaning of paragraphs (a) or (b) of this Annex where:

- a. the production of drinking water or electricity by the entity concerned takes place because its consumption is necessary for carrying out an activity other than that referred to in paragraphs (a) to (f) of this Annex; and
- u. supply to the public network depends only on the entity's own consumption and has not exceeded 30 per cent of the entity's total production of drinking water or energy, having regard to the average for the preceding three years, including the current year.

10. I. Provided that the conditions in paragraph II are met, this Agreement does not cover procurement:

- a. by a procuring entity to an affiliated undertaking<sup>6</sup>; or
- v. by a joint venture, formed exclusively by a number of procuring entities for the purpose of carrying out activities within the meaning of paragraphs (a) to (f) of this Annex, to an undertaking which is affiliated with one of these procuring entities.

II. Paragraph I shall apply to services or supplies contracts provided that at least 80 per cent of the average turnover of the affiliated undertaking with respect to services or supplies for the preceding three years derives respectively from the provision of such services or supplies to undertakings with which it is affiliated.<sup>7</sup>

11. This Agreement does not cover procurement:

- a. by a joint venture, formed exclusively by a number of procuring entities for the purposes of carrying out activities within the meaning of paragraphs (a) to (f) of this Annex, to one of these procuring entities; or
- w. by a procuring entity to such a joint venture of which it forms part, provided that the joint venture has been set up to carry out the activity concerned over a period of at least three years and the instrument setting up the joint venture stipulates that the procuring entities, which form it, will be part thereof for at least the same period.

12. The following shall not be considered as covered procurement:

- a. procurement by procuring entities operating in the fields of:
  - i. production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex;
  - ii. production, transport or distribution of electricity covered under this Annex;
  - iii. airport facilities covered under this Annex;
  - iv. maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex; and
  - v. urban railway, tramway, trolley bus or bus services covered under this Annex in regard of supplies, services, suppliers and service providers from Canada.
- x. procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States;
- y. procurement by procuring entities operating in the field of maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex of dredging services or related to shipbuilding in regard of suppliers and service providers from the United States;
- z. procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;

<sup>6</sup> "affiliated undertaking" means any undertaking over which the procuring entity may exercise, directly or indirectly, a dominant influence, or which may exercise a dominant influence over the procuring entity, or which, in common with the procuring entity, is subject to the dominant influence of another undertaking by virtue of ownership, financial participation, or the rules which govern it.

<sup>7</sup> When, because of the date on which an affiliated undertaking was created or commenced activities, the turnover is not available for the preceding three years, it will be sufficient for that undertaking to show that the turnover referred to in this paragraph is credible, in particular by means of business projections.

- aa. procurement by procuring entities operating in the field of airport facilities covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States and Korea;
- bb. procurement by procuring entities operating in the field of urban railway, tramway, trolleybus or bus services covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States;
- cc. procurement by procuring entities operating in the field of urban railway covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from Japan;
- dd. procurement by procuring entities operating in the field of railways covered under this Annex in regard of goods, suppliers, services and service providers from Armenia; Canada; Japan; the United States; Hong Kong, China; Singapore and the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu;
- ee. procurement by procuring entities operating in the field of high-speed railways and high-speed railways infrastructure in regard of goods, suppliers, services and service providers from Korea;
- ff. procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered procurement in regard of suppliers and service providers from the United States;
- gg. procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of electricity covered under this Annex in regard of suppliers and services providers from Japan;
- hh. procurement by procuring entities operating in the field of production, transport and distribution of electricity covered under this Annex of HS Nos. 8504, 8535, 8537 and 8544 (electrical transformers, plugs, switches and insulated cables) in regard of suppliers from Korea;
- ii. procurement by procuring entities operating in the field of production, transport and distribution of electricity covered under this Annex of HS Nos. 85012099, 85015299, 85015199, 85015290, 85014099, 85015390, 8504, 8535, 8536, 8537, and 8544 in regard of suppliers from Israel;
- jj. procurement by procuring entities operating in the field of bus services covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from Israel;
- kk. procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex in regard of supplies, services and service providers from New Zealand;
- ll. procurement by procuring entities operating in the field of airport facilities covered under this Annex in regard of supplies, services, and service providers from New Zealand;
- mm. procurement by procuring entities operating in the field of the provision of maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex in regard of supplies, services, and service providers from New Zealand;
- nn. procurement by regional or local contracting authorities operating in the fields covered by this Annex, in regard of supplies, services, and service providers from New Zealand, with the exception of procurement by contracting authorities of administrative units listed under Territorial Units 1 and 2 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7 operating in the field of transport by urban railway, automatic systems, tramway, trolley bus, bus and cable;

oo. procurement by procuring entities operating in the fields of:

- i. production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex;
- ii. production, transport or distribution of electricity covered under this Annex;
- iii. airport facilities covered under this Annex;
- iv. maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex;
- v. urban railway, tramway, trolley bus or bus services covered under this Annex: and
- vi. transport by railways covered under this Annex
- vii. in regard of supplies, services, suppliers and service providers from Australia.

until such time, the United Kingdom has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access to United Kingdom goods, suppliers, services and service providers to their own procurement markets.

13. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea and the US in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises as defined in Regulation 112(4) of the Public Contracts Regulations 2015, until such time as the United Kingdom accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting that award of contracts by United Kingdom entities, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by these Parties.

14. The following shall not be considered as covered procurement:

- a. procurement by procuring entities operating in the field of urban transport covered under this Annex of the following goods and services:

- viii. H.S. 44.06 Railway or tramway sleepers of (cross-ties) wood;
- ix. H.S. 68.10 Railway or tramway sleepers of concrete and concrete guide-track sections for hovertrains;
- x. H.S. 73.02 Railway or tramway track construction material of iron or steel, the following: rails, check-rails and rack rails, switch blades, crossing frogs, point rods and other crossing pieces, sleepers (cross-ties), fish-plates, chairs, chair wedges, sole plates (base plates), rail clips, bedplates, ties and other material specialized for jointing or fixing rails;
- xi. H.S. 85.30.10 Electrical signalling, safety or traffic control equipment for railways, tramways;
- xii. H.S. Chapter 86 - Railway or tramway locomotives, rolling-stock and parts thereof; railway or tramway track fixtures and fittings and parts thereof; mechanical (including electro-mechanical) traffic signalling equipment of all kinds;
- xiii. Construction work for civil engineering for railways falling under CPC prov. 51310 (Construction work for civil engineering for highways (except elevated highways), streets, roads, railways and airfield runways) (as contained in document MTN/GNS/W/120);



xiv. Construction work for civil engineering for railway tunnels and subways falling under CPC prov. 51320 (Construction work for civil engineering for bridges, elevated highways, tunnels and subways) (as contained in document MTN/GNS/W/120);

xv. Repair and maintenance services of locomotives (including reconditioning), rolling stock (including reconditioning), railway tracks, traffic signals and installation services of railway engines falling under CPC prov. 88680 (Repair services of other transport equipment, on a fee or contract basis) (as contained in document MTN/GNS/W/120);

in regard of suppliers and service providers from Japan, until such time as the United Kingdom has accepted that Japan has fully open its procurement of urban transport to United Kingdom suppliers, supplies, service providers and services.

## LIST OF TERRITORIAL UNITS

Territorial Unit 1	Territorial Unit 2	Territorial Unit 3
1. North East (England)	1.1. Tees Valley and Durham	1.1.1. Hartlepool and Stockton-on-Tees 1.1.2. South <del>Teeside</del> <u>Teesside</u> 1.1.3. Darlington 1.1.4. Durham County Council
	1.2. Northumberland and Tyne and Wear	1.2.1. Northumberland 1.2.2. Tyneside 1.2.3. Sunderland
2. North West (England)	2.1. Cumbria	2.1.1. West Cumbria 2.1.2. East Cumbria
	2.2. Cheshire	2.2.1. Warrington 2.2.2. Cheshire East 2.2.3. Cheshire West and Chester
	2.3. Greater Manchester	2.3.1. Greater Manchester South East 2.3.2. Greater Manchester South West 2.3.3. Greater Manchester North East 2.3.4. Greater Manchester North West 2.3.5. Manchester
	2.4. Lancashire	2.4.1. Blackburn with Darwen 2.4.2. Blackpool 2.4.3. Chorley and West Lancashire 2.4.4. East Lancashire 2.4.5. Mid Lancashire 2.4.6. Lancaster and Wyre
	2.5. Merseyside	2.5.1. East Merseyside 2.5.2. Liverpool 2.5.3. Sefton 2.5.4. Wirral
3. Yorkshire and the Humber	3.1. East Yorkshire and Northern Lincolnshire	3.1.1. City of Kingston upon Hull 3.1.2. East Riding of Yorkshire 3.1.3. North and North East Lincolnshire
	3.2. North Yorkshire	3.2.1. York 3.2.2. North Yorkshire County Council
	3.3. South Yorkshire	3.3.1. Barnsley, Doncaster and Rotherham 3.3.2. Sheffield
	3.4. West Yorkshire	3.4.1. Bradford 3.4.2. Leeds 3.4.3. Calderdale and Kirklees 3.4.4. Wakefield

APPENDIX I	THE UNITED KINGDOM	ANNEX 7	Page 6/6
------------	--------------------	---------	----------

Territorial Unit 1	Territorial Unit 2	Territorial Unit 3
11. Wales	11.1. West Wales	11.1.1. Isle of Anglesey 11.1.2. Gwynedd 11.1.3. Conwy and Denbighshire 11.1.4. South West Wales 11.1.5. Central Valleys 11.1.6. Gwent Valleys 11.1.7. Bridgend and Neath Port Talbot 11.1.8. Swansea
	11.2. East Wales	11.2.1. Monmouthshire and Newport 11.2.2. Cardiff and Vale of Glamorgan 11.2.3. Flintshire and Wrexham 11.2.4. Powys
12. Northern Ireland	12.1. Northern Ireland	12.1.1. Belfast 12.1.2. Armagh City, Banbridge and Craigavon 12.1.3. Newry, Mourne and Down 12.1.4. Ards and North Down 12.1.5. Derry City and Strabane 12.1.6. Mid Ulster 12.1.7. Causeway Coast and Glens 12.1.8. Antrim and <del>Newtonabbey</del> <b>Newtownabbey</b> 12.1.9. Lisburn and <del>Castlereagh</del> <b>Castlereagh</b> 12.1 10. Mid and East Antrim 12.1.11. Fermanagh and Omagh

**ATTACHMENT B**

## UNITED KINGDOM\*

(Authentic in the English Language only)

**ANNEX 1**

## CENTRAL GOVERNMENT ENTITIES

**Thresholds:**

Goods	SDR 130,000
Services	SDR 130,000
Construction Services	SDR 5,000,000

**List of entities:****1 THE CENTRAL GOVERNMENT CONTRACTING AUTHORITIES OF THE UNITED KINGDOM**

1. For the goods, services, suppliers and service providers of the European Union, Liechtenstein, Switzerland, Iceland, Norway, The Netherlands with respect to Aruba, procurement by all central government contracting authorities of the United Kingdom. The list below is indicative.

2. For the goods, services, suppliers and service providers of Israel; Montenegro; the Republic of Moldova; Ukraine; the United States; Canada; Japan; Hong Kong, China, Singapore; Korea; Armenia; the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu; New Zealand and Australia, procurement by the following central government contracting authorities.

**3 LIST OF CENTRAL GOVERNMENT CONTRACTING AUTHORITIES**

1. Attorney General's Office:
  - 1.1. Government Legal Department.
2. Cabinet Office:
  - 2.1. Office of the Parliamentary Counsel;
  - 2.2. Boundary Commission for England;
  - 2.3. Crown Commercial Service.
3. Charity Commission;
4. Crown Estate – Vote Expenditure Only;
5. Crown Prosecution Service;
6. Department for Business, Energy and Industrial Strategy:
  - 6.1. Competition Appeal Tribunal;
  - 6.2. Competition and Markets Authority;
  - 6.3. Competition Service;
  - 6.4. Intellectual Property Office;
  - 6.5. Nuclear Decommissioning Authority;
  - 6.6. Meteorological Office (known as "Met Office");
  - 6.7. Office of Manpower Economics;
  - 6.8. Oil and Gas Authority;
  - 6.9. UK Research and Innovation.
7. Department for Education:
  - 7.1. Office for Students.
8. Ministry of Housing, Communities and Local Government;
9. Department for Digital, Culture, Media and Sport:
  - 9.1. Arts Council England;
  - 9.2. British Library;
  - 9.3. British Museum;
  - 9.4. The Gambling Commission;
  - 9.5. Historic Buildings and Monuments Commission for England (known as "Historic England");

\* In English only.

APPENDIX I	UNITED KINGDOM	ANNEX 1	Page 2/4
	<ul style="list-style-type: none"> <li>9.6. Imperial War Museum;</li> <li>9.7. National Gallery;</li> <li>9.8. National Maritime Museum;</li> <li>9.9. National Portrait Gallery;</li> <li>9.10. Natural History Museum;</li> <li>9.11. Board of Trustees of the Science Museum (known as "Science Museum Group");</li> <li>9.12. Tate Gallery;</li> <li>9.13. Victoria and Albert Museum;</li> <li>9.14. Wallace Collection.</li> </ul>		
10.	Department for Environment, Food and Rural Affairs:		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>10.1. Natural England;</li> <li>10.2. Plant Variety Rights Office;</li> <li>10.3. Royal Botanic Gardens, Kew.</li> </ul>		
11.	Department of Health and Social Care:		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>11.1. NHS Business Services Authority;</li> <li>11.2. NHS Commissioning Board (known as "NHS England");</li> <li>11.3. NHS Trusts;</li> <li>11.4. NHS Foundation Trusts.</li> </ul>		
12.	Department for International Trade;		
13.	Department for Transport:		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>13.1. Maritime and Coastguard Agency;</li> <li>13.2. Highways England Company Ltd (known as "Highways England").</li> </ul>		
14.	Department for Work and Pensions:		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>14.1. Office for Nuclear Regulation;</li> <li>14.2. Pensions Regulator;</li> <li>14.3. Social Security Advisory Committee.</li> </ul>		
15.	Export Credits Guarantee Department (known as "UK Export Finance");		
16.	Foreign, Commonwealth and Development Office:		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>16.1. Wilton Park.</li> </ul>		
17.	Government Actuary's Department;		
18.	Government Communications Headquarters;		
19.	Home Office:		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>19.1. HM Inspectorate of Constabulary and Fire &amp; Rescue Services.</li> </ul>		
20.	Corporate Officer of the House of Commons;		
21.	Corporate Officer of the House of Lords;		
22.	Ministry of Defence:		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>22.1. Defence Equipment &amp; Support.</li> </ul>		
23.	Ministry of Justice:		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>23.1. Court of Appeal (England and Wales);</li> <li>23.2. Employment Appeals Tribunal;</li> <li>23.3. Employment Tribunals;</li> <li>23.4. First-tier Tribunal;</li> <li>23.5. Her Majesty's Courts and Tribunals Service;</li> <li>23.6. Law Commission;</li> <li>23.7. Legal Aid Agency – England and Wales;</li> <li>23.8. Office of the Official Solicitor to the Senior Courts and the Public Trustee;</li> <li>23.9. Office of the Public Guardian;</li> <li>23.10. Parole Board;</li> <li>23.11. UK Supreme Court;</li> <li>23.12. Upper Tribunal.</li> </ul>		
24.	The National Archives;		
25.	National Audit Office;		
26.	National Savings and Investments;		
27.	Northern Ireland Assembly Commission;		
28.	Northern Ireland Ministers:		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>28.1. Agricultural Wages Board for Northern Ireland;</li> <li>28.2. Attorney General for Northern Ireland;</li> <li>28.3. Department of Agriculture, Environment and Rural Affairs;</li> <li>28.4. Department for Communities;</li> </ul>		

APPENDIX I	UNITED KINGDOM	ANNEX 1	Page 3/4
28.5.	Department for the Economy:		
	28.5.1	Consumer Council Northern Ireland (with respect only to the functions transferred from the National Consumer Council which were themselves transferred from the Gas and Electricity Consumer Council).	
28.6.	Department of Education;		
28.7.	Department of Finance;		
28.8.	Department of Health;		
28.9.	Department for Infrastructure;		
28.10.	Department of Justice:		
	28.10.1.	Coroners Service;	
	28.10.2.	County Courts;	
	28.10.3.	Court of Appeal and High Court of Justice in Northern Ireland;	
	28.10.4.	Crown Court;	
	28.10.5.	Enforcement of Judgements Office;	
	28.10.6.	Forensic Science Northern Ireland;	
	28.10.7.	Legal Service Agency Northern Ireland;	
	28.10.8.	Magistrates' Courts;	
	28.10.9.	Pensions Appeals Tribunals (Northern Ireland);	
	28.10.10.	Police Service of Northern Ireland;	
	28.10.11.	Probation Board for Northern Ireland;	
	28.10.12.	Office of the Social Security Commissioners and Child Support Commissioners (Northern Ireland);	
	28.10.13.	State Pathologist's Department.	
	28.11.	Executive Office.	
29.	Northern Ireland Office:		
	29.1.	Office of the Chief Electoral Officer for Northern Ireland;	
	29.2.	Public Prosecution Service for Northern Ireland.	
30.	Office for National Statistics:		
	30.1.	National Health Service Central Register.	
31.	Parliamentary Works Sponsor Body;		
32.	Parliamentary and Health Service Ombudsman;		
33.	Postal business of the Post Office;		
34.	Privy Council Office;		
35.	Restoration and Renewal Delivery Authority Ltd;		
36.	HM Revenue and Customs;		
37.	Royal Hospital, Chelsea;		
38.	Royal Mint;		
39.	Rural Payments Agency;		
40.	Scotland, Auditor-General;		
41.	Scotland, Crown Office and Procurator Fiscal Service;		
42.	Scotland, National Records of Scotland;		
43.	Scotland, Queen's and Lord Treasurer's Remembrancer;		
44.	Scotland, Registers of Scotland;		
45.	The Scotland Office;		
46.	The Scottish Ministers:		
	46.1.	Architecture and Design Scotland;	
	46.2.	Crofting Commission;	
	46.3.	Lands Tribunal for Scotland;	
	46.4.	National Galleries of Scotland;	
	46.5.	National Library of Scotland;	
	46.6.	National Museums of Scotland;	
	46.7.	Royal Botanic Garden, Edinburgh;	
	46.8.	Scottish Courts and Tribunals Service;	
	46.9.	Scottish Further and Higher Education Funding Council;	
	46.10.	Scottish Law Commission;	
	46.11.	Special Health Boards;	
	46.12.	Health Boards;	
	46.13.	The Office of the Accountant of Court;	
	46.14.	High Court of Justiciary;	
	46.15.	Court of Session;	

APPENDIX I	UNITED KINGDOM	ANNEX 1	Page 4/4
46.16.	HM Inspectorate of Constabulary;		
46.17.	Parole Board for Scotland;		
46.18.	Pensions Appeal Tribunals (Scotland);		
46.19.	Scottish Land Court;		
46.20.	Sheriff Courts;		
46.21.	Scottish Natural Heritage;		
46.22.	Scottish Police Authority;		
46.23.	First-tier Tribunal for Scotland;		
46.24.	Upper Tribunal for Scotland;		
46.25.	Historic Environment Scotland.		
47.	The Scottish Parliamentary Corporate Body;		
48.	HM Treasury:		
48.1.	United Kingdom Debt Management Office.		
49.	The Wales Office - Office of the Secretary of State for Wales;		
50.	The Welsh Ministers:		
50.1.	Agricultural Dwelling House Advisory Committees (Wales);		
50.2.	Agricultural Land Tribunal for Wales;		
50.3.	Higher Education Funding Council for Wales;		
50.4.	Local Democracy and Boundary Commission for Wales;		
50.5.	Rent Assessment Committee (Wales);		
50.6.	The Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of Wales;		
50.7.	Valuation Tribunal for Wales;		
50.8.	Welsh National Health Service Trusts and Local Health Boards.		

### Notes to Annex 1

15. The following shall not be considered as covered procurement:

- a. procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
- b. procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered by this Agreement in regard of suppliers and services providers from the United States and Canada;

until such time as the United Kingdom has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access for the United Kingdom goods, suppliers, services and service providers to their own procurement markets.

16. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea, the US and Australia in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises as defined in Regulation 112(4) of the Public Contracts Regulations 2015, until such time as the United Kingdom accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.

17. "Contracting authorities of the United Kingdom" covers also any subordinated entity of any contracting authority of the United Kingdom provided it does not have separate legal personality.

18. As far as procurement by entities in the field of defence and security is concerned, only non-sensitive and non-warlike materials contained in the list attached to Annex 4 are covered.

**ANNEX 2**

## SUB-CENTRAL GOVERNMENT ENTITIES

**Thresholds:**

Goods	SDR 200,000
Services	SDR 200,000
Construction Services	SDR 5,000,000

**List of Entities:**

19. All regional or local contracting authorities.

- a. All contracting authorities of the administrative units falling under Territorial Units 1, 2 and 3 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7.
- c. For the purposes of the Agreement, "Regional contracting authorities" shall be understood as contracting authorities of the administrative units falling under Territorial Units 1 and 2 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7.
- d. For the purposes of the Agreement, "Local contracting authorities" shall be understood as contracting authorities of the administrative units falling under Territorial Unit 3 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7 and smaller administrative units.

20. All contracting authorities which are bodies governed by public law, for England, Wales and Northern Ireland, as defined by the Public Contracts Regulations 2015 and, for Scotland, the Public Contracts (Scotland) Regulations 2015.

- a. "Bodies governed by public law" as defined by the Public Contracts Regulations 2015 means any bodies that have all of the following characteristics:
  - i. they are established for the specific purpose of meeting needs in the general interest, not having an industrial or commercial character;
  - ii. they have legal personality; and
  - iii. they have any of the following characteristics:
    - a) they are financed, for the most part, by the State, regional or local authorities, or by other bodies governed by public law;
    - b) they are subject to management supervision by those authorities or bodies; or
    - c) they have an administrative, managerial or supervisory board; more than half of whose members are appointed by the State, regional or local authorities or by other bodies governed by public law.
- e. "Body governed by public law" as defined by the Public Contracts (Scotland) Regulations 2015 means a body that has legal personality, is established for the specific purpose of meeting needs in the general interest, not having an industrial or commercial character and which:
  - i. is financed for the most part by the State, regional or local authorities, or by any other body governed by public law;



APPENDIX I	UNITED KINGDOM	ANNEX 2	Page 2/4
------------	----------------	---------	----------

- ii. is subject to management supervision by any such authority or body; or
- iii. has an administrative, managerial or supervisory board more than half the members of which were appointed by any body referred to in sub-paragraph i.
- f. An indicative list of contracting authorities which are bodies governed by public law follows.

#### **INDICATIVE LISTS OF CONTRACTING AUTHORITIES WHICH ARE BODIES GOVERNED BY PUBLIC LAW**

##### **Bodies:**

- 21. Health and Safety Executive;
- 22. Advisory, Conciliation and Arbitration Service;
- 23. Homes England;
- 24. NHS Blood and Transplant Service;
- 25. Environment Agency;
- 26. Scottish Enterprise;
- 27. Ordnance Survey Limited;
- 28. Financial Conduct Authority.

##### **Categories:**

- 29. Maintained schools;
- 30. Universities and colleges financed for the most part by other contracting authorities;
- 31. National Museums and Galleries;
- 32. Fire and Rescue Authorities;
- 33. Clinical Commissioning Groups;
- 34. Police Authorities;
- 35. Police and Crime Commissioners;
- 36. New Town Development Corporations;
- 37. Urban Development Corporations;
- 38. Local authorities including unitary authorities, county councils, district councils, metropolitan district councils, London boroughs and the City of London;
- 39. National Park Authorities;
- 40. Registered providers of social housing.

##### **Notes to Annex 2**

- 41. The following shall not be considered as covered procurement:
  - a. procurement by procuring entities covered under this Annex in regard of suppliers, services and service providers from the United States;
  - g. procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
  - h. procurement by cities-regions listed under Territorial Units 1 and 2 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7, local procuring entities and bodies governed by public law covered under this Annex in regard of goods, services, suppliers and service providers from Canada;
  - i. procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered by this Agreement in regard of suppliers and service providers from the United States and Canada;

APPENDIX I	UNITED KINGDOM	ANNEX 2	Page 3/4
------------	----------------	---------	----------

- j. procurement between 200,000 SDR and 355,000 SDR by procuring entities covered under this Annex of goods and services for suppliers and service providers from Canada;
- k. procurement by local contracting authorities (contracting authorities of administrative units listed under Territorial Unit 3 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7 and smaller administrative units) in regard of goods, services, suppliers and service providers from New Zealand;
- l. procurement by contracting authorities of administrative units listed under Territorial Units 1 and 2 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7, in regard of goods, services, suppliers and service providers from New Zealand, unless their procurement is covered under the United Kingdom Annex 3;
- m. procurement by regional and local contracting authorities (contracting authorities of administrative units listed under Territorial Units 2 and 3 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7 and smaller administrative units) in regard of goods, services, suppliers and service providers from Australia;
- n. procurement between 200,000 SDR and 355,000 SDR by regional contracting authorities and between 200,000 SDR and 400,000 SDR for bodies governed by public law covered under this Annex of goods and services for suppliers and service providers from Australia;
- o. procurement by procuring entities covered under this Annex of:
  - i. motor vehicles, as described in the Chapters of the Combined Nomenclature (CN) specified below:

CN Chapter	Description
42. 8702	Motor vehicles for the transport of ten or more persons, including the driver;
43. 8703	Motor cars and other motor vehicles principally designed for the transport of persons (other than those of heading 8702), including station wagons and racing cars;
44. 8704	Motor vehicles for the transport of goods;
45. 8705	Special purpose motor vehicles, other than those principally designed for the transport of persons or goods (for example, breakdown lorries, crane lorries, fire fighting vehicles, concrete-mixer lorries, road sweeper lorries, spraying lorries, mobile workshops, mobile radiological units);
46. 8711	Motorcycles (including mopeds) and cycles fitted with an auxiliary motor, with or without side-cars; side cars;
47. 8713	Carriages for disabled persons, whether or not motorised or otherwise mechanically propelled.

- ii. components for motor vehicles, as described in the Chapters of the Combined Nomenclature (CN) specified below:

CN Chapter	Description
48. 8706 00	Chassis fitted with engines, for the motor vehicles of headings 8701 to 8705;
49. 8707	Bodies (including cabs), for the motor vehicles of headings 8701 to 8705;

APPENDIX I	UNITED KINGDOM	ANNEX 2	Page 4/4
------------	----------------	---------	----------

**CN Chapter****Description**

- |          |  |
|----------|--|
| 50. 8708 | Parts and accessories of the motor vehicles of headings 8701 to 8705;                  |
| 51. 8714 | Parts and accessories of vehicles of headings 8711 to 8713;                            |
| 52. 8716 | Trailers and semi-trailers; other vehicles, not mechanically propelled; parts thereof. |

in regard of suppliers and service providers from Australia.

until such time as the United Kingdom has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access to United Kingdom goods, suppliers, services and service providers to their own procurement markets.

53. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea, the US and Australia in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises as defined in Regulation 112(4) of the Public Contracts Regulations 2015, until such time as the United Kingdom accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses.
54. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting the award of contracts by entities listed under Annex 2 paragraph 2, until such time as the United Kingdom accepts that they have completed coverage of sub-central entities.
55. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting that award of contracts by United Kingdom entities, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by these Parties.

**ANNEX 3**

## OTHER ENTITIES

**Thresholds:**

Goods	SDR 400,000
Services	SDR 400,000
Construction Services	SDR 5,000,000

**List of Entities:**

56. All utilities whose procurement is covered by the Utilities Contracts Regulations 2016 and the Utilities Contracts (Scotland) Regulations 2016 which are contracting authorities (e.g. those covered under Annex 1 and Annex 2) or public undertakings<sup>1</sup> and which have as one of their activities any of those referred to below or any combination thereof:

- a. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of drinking water or the supply of drinking water to such networks;
- p. the provision or operation of fixed networks intended to provide a service to the public in connection with the production, transport or distribution of electricity or the supply of electricity to such networks;
- q. the provision of airport or other terminal facilities to carriers by air;
- r. the provision of maritime or inland port or other terminal facilities to carriers by sea or inland waterway;
- s. the provision or operation of networks<sup>2</sup> providing a service to the public in the field of transport by urban railway, automated systems, tramway, trolley bus, bus or cable;

---

<sup>1</sup> According to the Utilities Contracts Regulations 2016, a "public undertaking" means any undertaking over which contracting authorities may exercise directly or indirectly a dominant influence by virtue of:

- a) their ownership of that undertaking;
- b) their financial participation in that undertaking; or
- c) the rules which govern that undertaking.

According to the Utilities Contracts (Scotland) Regulations 2016, a "public undertaking" means a person over which one or more contracting authorities are able to exercise, directly or indirectly, a dominant influence by virtue of one or more of the following:

- a) their ownership of that person;
- b) their financial participation in that person;
- c) the rights accorded to them by the rules which govern that person.

According to both the Utilities Contracts Regulations 2016 and the Utilities Contracts (Scotland) Regulations 2016, a dominant influence on the part of contracting authorities is presumed in any of the following cases in which those authorities, directly or indirectly:

- a) hold the majority of the undertaking's subscribed capital;
- b) control the majority of the votes attaching to shares issued by the undertaking;
- c) can appoint more than half of the undertaking's administrative, management or supervisory body.

<sup>2</sup> As regards transport services, a network shall be considered to exist where the service is provided under operating conditions laid down by a competent authority of the United Kingdom such as conditions on the routes to be served, the capacity to be made available or the frequency of the service.

APPENDIX I	UNITED KINGDOM	ANNEX 3	Page 2/6
------------	----------------	---------	----------

- t. the provision or operation of networks providing a service to the public in the field of transport by railways.<sup>3</sup>

57. Indicative lists of contracting authorities and public undertakings fulfilling the criteria set out above follow.

### **INDICATIVE LISTS OF CONTRACTING AUTHORITIES AND PUBLIC UNDERTAKINGS FULFILLING THE CRITERIA LAID DOWN UNDER ANNEX 3**

#### **A. PRODUCTION, TRANSPORT OR DISTRIBUTION OF DRINKING WATER**

58. A company holding an appointment as a water undertaker or a sewerage undertaker under the Water Industry Act. 1991;  
59. Scottish Water;  
60. Northern Ireland Water.

#### **B. PRODUCTION, TRANSPORT OR DISTRIBUTION OF ELECTRICITY**

61. A person licensed under section 6 of the Electricity Act 1989;  
62. A person licensed under Article 10(1) of the Electricity (Northern Ireland) Order 1992.

#### **C. AIRPORT INSTALLATIONS**

63. A local authority which exploits a geographical area for the purpose of providing airport or other terminal facilities to carriers by air;  
64. Highland and Islands Airports Limited;  
65. London Luton Airport Operations Limited;  
66. Manchester Airports Holdings Limited;  
67. Cornwall Airport Limited.

#### **D. MARITIME OR INLAND PORT OR OTHER TERMINAL FACILITIES**

68. A local authority which exploits a geographical area for the purpose of providing maritime or inland port or other terminal facilities to carriers by sea or inland waterway;  
69. A harbour authority within the meaning of section 57 of the Harbours Act 1964;  
70. A harbour authority as defined by section 38(1) of the Harbours Act (Northern Ireland) 1970.

#### **E. CONTRACTING ENTITIES IN THE FIELD OF URBAN RAILWAY, TRAMWAY, TROLLEYBUS OR BUS SERVICES**

71. London Bus Services Limited;  
72. London Underground Limited;  
73. Transport for London;  
74. A subsidiary of Transport for London within the meaning of section 424(1) of the Greater London Authority Act 1999;  
75. Strathclyde Partnership for Transport;  
76. Transport for Greater Manchester;  
77. Tyne and Wear Passenger Transport (trading as "Nexus");  
78. Brighton and Hove City Council;  
79. South Yorkshire Passenger Transport Executive;  
80. Blackpool Transport Services Limited;  
81. Conwy County Borough Council;  
82. A person who provides a London local service as defined in section 179(1) of the Greater London Authority Act 1999 (a bus service) in pursuance of an agreement entered into by Transport for London under section 156(2) of that Act or in pursuance of a transport subsidiary's agreement as defined in section 169 of that Act;

<sup>3</sup> E.g. the provision or operation of networks (within the meaning of footnote 2) providing a service to the public in the field of transport by high-speed or conventional trains.

APPENDIX I	UNITED KINGDOM	ANNEX 3	Page 3/6
------------	----------------	---------	----------

83. Northern Ireland Transport Holding Company;
84. A person who holds a bus operator's licence under section 4(1) of the Transport Act Northern Ireland) 1967 which authorises him to provide a regular service within the meaning of that licence.

#### **F. CONTRACTING ENTITIES IN THE FIELD OF RAIL SERVICES**

85. Network Rail plc;
86. Northern Ireland Transport Holding Company;
87. Northern Ireland Railways Company Limited;
88. Providers of rail services which operate on the basis of special or exclusive rights granted by the Department of Transport or any other competent authority.

#### **Notes to Annex 3**

89. Procurement for the pursuit of an activity listed above when exposed to competitive forces in the market concerned are not covered by this Agreement.
90. This Agreement does not cover procurement by procuring entities included in this Annex:
  - a. for the purchase of water and for the supply of energy or of fuels for the production of energy;
  - u. for purposes other than the pursuit of their activities as listed in this Annex or for the pursuit of such activities outside of the United Kingdom;
  - v. for purposes of re-sale or hire to third parties, provided that the procuring entity enjoys no special or exclusive right to sell or hire the subject of such contracts and other entities are free to sell or hire it under the same conditions as the procuring entity.
91. The supply of drinking water or electricity to networks which provide a service to the public by a procuring entity other than a contracting authority shall not be considered as an activity within the meaning of paragraphs (a) or (b) of this Annex where:
  - a. the production of drinking water or electricity by the entity concerned takes place because its consumption is necessary for carrying out an activity other than that referred to in paragraphs (a) to (f) of this Annex; and
  - w. supply to the public network depends only on the entity's own consumption and has not exceeded 30 per cent of the entity's total production of drinking water or energy, having regard to the average for the preceding three years, including the current year.
92. I. Provided that the conditions in paragraph II are met, this Agreement does not cover procurement:
  - a. by a procuring entity to an affiliated undertaking<sup>4</sup>; or
  - x. by a joint venture, formed exclusively by a number of procuring entities for the purpose of carrying out activities within the meaning of paragraphs (a) to (f) of this Annex, to an undertaking which is affiliated with one of these procuring entities.
- II. Paragraph I shall apply to services or supplies contracts provided that at least 80 per cent of the average turnover of the affiliated undertaking with respect to services or supplies for the preceding three years derives respectively from the provision of such services

---

<sup>4</sup> "affiliated undertaking" means any undertaking over which the procuring entity may exercise, directly or indirectly, a dominant influence, or which may exercise a dominant influence over the procuring entity, or which, in common with the procuring entity, is subject to the dominant influence of another undertaking by virtue of ownership, financial participation, or the rules which govern it.

APPENDIX I	<b>UNITED KINGDOM</b>	ANNEX 3	Page 4/6
------------	-----------------------	---------	----------

of such services or supplies to undertakings with which it is affiliated.<sup>5</sup>

93. This Agreement does not cover procurement:

- a. by a joint venture, formed exclusively by a number of procuring entities for the purposes of carrying out activities within the meaning of paragraphs (a) to (f) of this Annex, to one of these procuring entities; or
- y. by a procuring entity to such a joint venture of which it forms part, provided that the joint venture has been set up to carry out the activity concerned over a period of at least three years and the instrument setting up the joint venture stipulates that the procuring entities, which form it, will be part thereof for at least the same period.

94. The following shall not be considered as covered procurement:

- a. procurement by procuring entities operating in the fields of:
  - i. production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex;
  - ii. production, transport or distribution of electricity covered under this Annex;
  - iii. airport facilities covered under this Annex;
  - iv. maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex; and
  - v. urban railway, tramway, trolley bus or bus services covered under this Annex in regard of supplies, services, suppliers and service providers from Canada.
- z. procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States;
- aa. procurement by procuring entities operating in the field of maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex of dredging services or related to shipbuilding in regard of suppliers and service providers from the United States;
- bb. procurement by procuring entities covered under this Annex of air traffic control equipment in regard of suppliers and service providers from the United States;
- cc. procurement by procuring entities operating in the field of airport facilities covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States and Korea;
- dd. procurement by procuring entities operating in the field of urban railway, tramway, trolleybus or bus services covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from the United States;
- ee. procurement by procuring entities operating in the field of urban railway covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from Japan;
- ff. procurement by procuring entities operating in the field of railways covered under this Annex in regard of goods, suppliers, services and service providers from Armenia; Canada; Japan; the United States; Hong Kong, China; Singapore and the Separate Customs Territory of Taiwan, Penghu, Kinmen and Matsu;

<sup>5</sup> When, because of the date on which an affiliated undertaking was created or commenced activities, the turnover is not available for the preceding three years, it will be sufficient for that undertaking to show that the turnover referred to in this paragraph is credible, in particular by means of business projections.

APPENDIX I	<b>UNITED KINGDOM</b>	ANNEX 3	Page 5/6
------------	-----------------------	---------	----------

- gg. procurement by procuring entities operating in the field of high-speed railways and high-speed railways infrastructure in regard of goods, suppliers, services and service providers from Korea;
  - hh. procurement by procuring entities covered under this Annex of good or service components of procurement which are not themselves covered procurement in regard of suppliers and service providers from the United States;
  - ii. procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of electricity covered under this Annex in regard of suppliers and services providers from Japan;
  - jj. procurement by procuring entities operating in the field of production, transport and distribution of electricity covered under this Annex of HS Nos. 8504, 8535, 8537 and 8544 (electrical transformers, plugs, switches and insulated cables) in regard of suppliers from Korea;
  - kk. procurement by procuring entities operating in the field of production, transport and distribution of electricity covered under this Annex of HS Nos. 85012099, 85015299, 85015199, 85015290, 85014099, 85015390, 8504, 8535, 8536, 8537, and 8544 in regard of suppliers from Israel;
  - ll. procurement by procuring entities operating in the field of bus services covered under this Annex in regard of suppliers and service providers from Israel;
  - mm. procurement by procuring entities operating in the field of production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex in regard of supplies, services and service providers from New Zealand;
  - nn. procurement by procuring entities operating in the field of airport facilities covered under this Annex in regard of supplies, services, and service providers from New Zealand;
  - oo. procurement by procuring entities operating in the field of the provision of maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex in regard of supplies, services, and service providers from New Zealand;
  - pp. procurement by regional or local contracting authorities operating in the fields covered by this Annex, in regard of supplies, services, and service providers from New Zealand, with the exception of procurement by contracting authorities of administrative units listed under Territorial Units 1 and 2 as described in Note 3 of the General Notes in Annex 7 operating in the field of transport by urban railway, automatic systems, tramway, trolley bus, bus and cable;
  - qq. procurement by procuring entities operating in the fields of:
    - i. production, transport or distribution of drinking water covered under this Annex;
    - ii. production, transport or distribution of electricity covered under this Annex;
    - iii. airport facilities covered under this Annex;
    - iv. maritime or inland port or other terminal facilities covered under this Annex;
    - v. urban railway, tramway, trolley bus or bus services covered under this Annex; and
    - vi. transport by railways covered under this Annex.
- in regard of supplies, services, suppliers and service providers from Australia.



APPENDIX I	UNITED KINGDOM	ANNEX 3	Page 6/6
------------	----------------	---------	----------

until such time, the United Kingdom has accepted that the Parties concerned provide satisfactory reciprocal access to United Kingdom goods, suppliers, services and service providers to their own procurement markets.

95. The provisions of Article XVIII shall not apply to suppliers and service providers of Japan, Korea and the US in contesting the award of contracts to a supplier or service provider of Parties other than those mentioned, which are small or medium sized enterprises as defined in Regulation 112(4) of the Public Contracts Regulations 2015, until such time as the United Kingdom accepts that they no longer operate discriminatory measures in favour of certain domestic small and minority businesses. The provisions of Article XVIII shall not apply to Japan and Korea in contesting that award of contracts by United Kingdom entities, whose value is less than the threshold applied for the same category of contracts awarded by these Parties.

96. The following shall not be considered as covered procurement:

a. procurement by procuring entities operating in the field of urban transport covered under this Annex of the following goods and services:

vii. H.S. 44.06 Railway or tramway sleepers of (cross-ties) wood;

viii. H.S. 68.10 Railway or tramway sleepers of concrete and concrete guide-track sections for hovertrains;

ix. H.S. 73.02 Railway or tramway track construction material of iron or steel, the following: rails, check-rails and rack rails, switch blades, crossing frogs, point rods and other crossing pieces, sleepers (cross-ties), fish-plates, chairs, chair wedges, sole plates (base plates), rail clips, bedplates, ties and other material specialized for jointing or fixing rails;

x. H.S. 85.30.10 Electrical signalling, safety or traffic control equipment for railways, tramways;

xi. H.S. Chapter 86 - Railway or tramway locomotives, rolling-stock and parts thereof; railway or tramway track fixtures and fittings and parts thereof; mechanical (including electro-mechanical) traffic signalling equipment of all kinds;

xii. Construction work for civil engineering for railways falling under CPC prov. 51310 (Construction work for civil engineering for highways (except elevated highways), streets, roads, railways and airfield runways) (as contained in document MTN/GNS/W/120);

xiii. Construction work for civil engineering for railway tunnels and subways falling under CPC prov. 51320 (Construction work for civil engineering for bridges, elevated highways, tunnels and subways) (as contained in document MTN/GNS/W/120);

xiv. Repair and maintenance services of locomotives (including reconditioning), rolling stock (including reconditioning), railway tracks, traffic signals and installation services of railway engines falling under CPC prov. 88680 (Repair services of other transport equipment, on a fee or contract basis) (as contained in document MTN/GNS/W/120);

in regard of suppliers and service providers from Japan, until such time as the United Kingdom has accepted that Japan has fully open its procurement of urban transport to United Kingdom suppliers, supplies, service providers and services.

**LIST OF TERRITORIAL UNITS**

<b>Territorial Unit 1</b>	<b>Territorial Unit 2</b>	<b>Territorial Unit 3</b>
1. North East (England)	1.1. Tees Valley and Durham	1.1.1. Hartlepool and Stockton-on-Tees 1.1.2. South Teesside 1.1.3. Darlington 1.1.4. Durham County Council
	1.2. Northumberland and Tyne and Wear	1.2.1. Northumberland 1.2.2. Tyneside 1.2.3. Sunderland
2. North West (England)	2.1. Cumbria	2.1.1. West Cumbria 2.1.2. East Cumbria
	2.2. Cheshire	2.2.1. Warrington 2.2.2. Cheshire East 2.2.3. Cheshire West and Chester
	2.3. Greater Manchester	2.3.1. Greater Manchester South East 2.3.2. Greater Manchester South West 2.3.3. Greater Manchester North East 2.3.4. Greater Manchester North West 2.3.5. Manchester
	2.4. Lancashire	2.4.1. Blackburn with Darwen 2.4.2. Blackpool 2.4.3. Chorley and West Lancashire 2.4.4. East Lancashire 2.4.5. Mid Lancashire 2.4.6. Lancaster and Wyre
	2.5. Merseyside	2.5.1. East Merseyside 2.5.2. Liverpool 2.5.3. Sefton 2.5.4. Wirral
3. Yorkshire and the Humber	3.1. East Yorkshire and Northern Lincolnshire	3.1.1. City of Kingston upon Hull 3.1.2. East Riding of Yorkshire 3.1.3. North and North East Lincolnshire
	3.2. North Yorkshire	3.2.1. York 3.2.2. North Yorkshire County Council
	3.3. South Yorkshire	3.3.1. Barnsley, Doncaster and Rotherham 3.3.2. Sheffield
	3.4. West Yorkshire	3.4.1. Bradford 3.4.2. Leeds 3.4.3. Calderdale and Kirklees 3.4.4. Wakefield

APPENDIX I	UNITED KINGDOM	ANNEX 7	Page 6/6
------------	----------------	---------	----------

<b>Territorial Unit 1</b>	<b>Territorial Unit 2</b>	<b>Territorial Unit 3</b>
11. Wales	11.1. West Wales	11.1.1. Isle of Anglesey 11.1.2. Gwynedd 11.1.3. Conwy and Denbighshire 11.1.4. South West Wales 11.1.5. Central Valleys 11.1.6. Gwent Valleys 11.1.7. Bridgend and Neath Port Talbot 11.1.8. Swansea
	11.2. East Wales	11.2.1. Monmouthshire and Newport 11.2.2. Cardiff and Vale of Glamorgan 11.2.3. Flintshire and Wrexham 11.2.4. Powys
12. Northern Ireland	12.1. Northern Ireland	12.1.1. Belfast 12.1.2. Armagh City, Banbridge and Craigavon 12.1.3. Newry, Mourne and Down 12.1.4. Ards and North Down 12.1.5. Derry City and Strabane 12.1.6. Mid Ulster 12.1.7. Causeway Coast and Glens 12.1.8. Antrim and Newtownabbey 12.1.9. Lisburn and Castlereagh 12.1 10. Mid and East Antrim 12.1.11. Fermanagh and Omagh